

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

**SÉANCE PUBLIQUE DU:**

**JEUDI 29 SEPTEMBRE 2016**

**TOME IV**

**Cotisations à l'Ordre des Architectes  
Renouvellement  
Exercice 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération n° 2015/189 du 7 mai 2015 autorisant l'adhésion à l'Ordre des Architectes pour l'exercice 2015 ;

**Considérant :**

- Que les missions pour lesquelles l'intervention d'un architecte est rendue obligatoire par la loi, notamment la signature des permis de construire, nécessitent une adhésion à l'ordre des architectes ;
- Que l'assurance préalable à l'ordre des architectes et l'assurance professionnelle sont effectivement des conditions indispensables pour se prévaloir de la qualité d'architecte ;
- Qu'il faut permettre à nos agents de remplir leurs missions dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'Ordre des Architectes pour l'année 2016, pour les agents suivants :

Nom	Prénom	Direction	Cotisation (en €)
Bridon	Christine	Architecture & Immobilier	700
Couillec	Frédérique		700
Hilaire	Anne-Josée	Service Architecture	700
<b>TOTAL</b>			2 100

- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits 2016, fonction 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03 . 02 . 2016

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 04 . 02 . 2016  
Notifiée le :

**Hôtel de Varennes et Hôtel Bachy-du-Cayla**  
**Diagnostic patrimonial et mise en accessibilité partielle**  
**Mission de maîtrise d'œuvre**  
**Marché n°5B0161**  
**Avenant n° 1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code des marchés publics et notamment l'article 28 ;
- Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Vu la décision n° 2016/0006 du 11 janvier 2016 relative à l'attribution du marché n° 5B0161 ;
- Vu le rapport d'avenant ;
- Vu le projet d'avenant ;

**Considérant :**

- Que par décision n° 2016/0006 du 11 janvier 2016, le marché n° 5B0161 « Hôtel de Varennes et Hôtel Bachy-du-Cayla – Diagnostic patrimonial et mise en accessibilité partielle – Mission de maîtrise d'œuvre » a été attribué au groupement Eupalinos / Mosaiques archéologie / GD Conseils / BET Durand ayant pour mandataire Eupalinos pour un montant de 44 560 € HT ;
- Qu'un avenant est nécessaire pour :
  - o approuver l'avant projet définitif (APD)
  - o fixer le coût prévisionnel définitif des travaux à 105 000 € HT
  - o fixer le forfait de rémunération définitif à :
    - Réalisation de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque (études + direction des travaux) : 12 600 € HT.
    - Mission OPC pour la mise en accessibilité de la salle Pétrarque : 1 575 € HT.
    - La rémunération du diagnostic patrimonial pour les hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla et l'étude de faisabilité pour la mise en accessibilité des locaux recevant du public restent inchangées : 33 760 € HT.
- Que le montant du marché est donc porté de 44 560,00 € H.T. à 47 935 € H.T. ( 33 760 € H.T. + 12 600 € H.T.+ 1 575 € H.T.) soit une augmentation de 3 375 € H.T. représentant 7,57 % par rapport au montant initial du marché ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° 5B0161 « Hôtel de Varennes et Hôtel Bachy-du-Cayla – Diagnostic patrimonial et mise en accessibilité partielle – Mission de maîtrise d'œuvre ».
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville - Fonction 900 207, nature 2031.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03.08.2016

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 04.08.2016  
Notifiée le :

**Maître d'ouvrage : Direction Architecture et Immobilier, service Gestion Active Propriété Sécurité**

**Maître d'ouvrage conduite d'opération : Direction Architecture et Immobilier, service Conduite d'Opérations**

**HOTEL DE VARENNES ET HOTEL BACHY-DU-CAYLA  
(SITES INSCRITS MONUMENTS HISTORIQUES)**

**DIAGNOSTIC PATRIMONIAL ET MISE EN ACCESSIBILITE PARTIELLE**

**MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

**MARCHE N° 5B0161**

**RAPPORT D'AVENANT N° 1**

## 1 - Renseignements concernant le marché

### Objet :

Hôtel de Varennes et Hôtel Bachy-du-Cayla (sites inscrits aux Monuments Historiques) – Diagnostic patrimonial et mise en accessibilité partielle  
Mission de maîtrise d'œuvre

### Collectivité territoriale :

Ville de MONTPELLIER - 1, Place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX 2

### Titulaire :

Groupe Eupalinos – Mosaïques archéologie – GD Conseils – BET Durand  
Mandataire : SELARL Eupalinos – Laurent Dufoix – Architecture  
Adresse : 5, grand-rue Jean Moulin – 34000 MONTPELLIER  
Tél : 04 67 63 95 89 – Fax : 04 67 63 98 33  
SIRET : 328 352 448 00042  
Email : laurent.dufoix@gmail.com

### Date de la notification du marché public :

21 janvier 2016

## 2 - Renseignements concernant l'avenant n° 1

L'objet de la mission de maîtrise d'œuvre s'inscrit dans le cadre de deux démarches :

- D'une part, dans le cadre de la gestion du patrimoine, la réalisation d'un diagnostic patrimonial
- D'autre part, dans le cadre d'une démarche Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap), la réalisation :
  - o d'une étude de faisabilité technique et financière pour la mise en accessibilité des locaux recevant du public au sein des hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla (travaux à réaliser, repérage sur plans et chiffrage)
  - o de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque (études + direction des travaux).

Le présent avenant porte sur la phase « mise en accessibilité de la salle Pétrarque ». Il a pour objet :

- D'approuver l'avant-projet définitif (APD)
- De fixer le coût prévisionnel définitif des travaux, conformément à l'article 4.1 du CCAP
- De fixer le forfait de rémunération définitif, en application de l'article B1 de l'acte d'engagement et de l'article 2.1 du CCAP.

Approbation de l'APD :

Le présent avenant a pour objet d'approuver l'avant-projet détaillé présenté par le maître d'œuvre en date du 27 mai 2016, sous réserve de la prise en compte des remarques formulées par la maîtrise d'ouvrage lors de la phase PRO.

Fixation du coût prévisionnel définitif des travaux :

L'enveloppe financière initiale des travaux est de 80 000,00 € HT (valeur décembre 2015).

Or, afin de rendre plus cohérent le projet, il est nécessaire de faire évoluer le programme initial des travaux en traitant, en sus de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque, des problématiques connexes (notamment la sécurité des personnes).

Le coût prévisionnel définitif des travaux évolue donc à 105 000,00 € HT (valeur mai 2016).

Fixation du forfait de rémunération définitif :

Suite à l'évolution du coût prévisionnel des travaux due aux modifications de programme souhaitées par le maître d'ouvrage, et en application des conditions prévues à l'article B1 de l'acte d'engagement, le forfait de rémunération s'établit ainsi :

**Réalisation de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque (études + direction des travaux) :**

<i>Taux de rémunération définitif t'</i>	=	12	%
<i>Coût prévisionnel définitif des travaux C</i>	=	105 000,00	€ HT
<i>Forfait définitif de rémunération Fd = C x t'</i>	=	12 600,00	€ HT
<i>T.V.A. (20%)</i>	=	2 520,00	€
<i>T.T.C.</i>	=	15 120,00	€
<i>Arrêté en lettres    Quinze mille cent-vingt euros</i>			

**Mission OPC pour la réalisation de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque**

<i>Taux de rémunération définitif t'</i>	=	1,5	%
<i>Coût prévisionnel définitif des travaux C</i>	=	105 000,00	€ HT
<i>Forfait définitif de rémunération Fd = C x t'</i>	=	1 575,00	€ HT
<i>T.V.A. (20%)</i>	=	315,00	€
<i>T.T.C.</i>	=	1 890,00	€
<i>Arrêté en lettres    Mille huit cent quatre-vingt-dix euros</i>			

La rémunération du diagnostic patrimonial pour les hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla et l'étude de faisabilité pour la mise en accessibilité des locaux recevant du public restent inchangées : 33 760,00 € HT.

**Conséquences financières de l'avenant :**

Le montant du marché est donc porté de 44 560,00 € HT à 47 935,00 € HT (décomposé en 33 760,00 € HT valeur décembre 2015 et 14 175,00 € HT valeur mai 2016), sous réserve de l'ajustement ultérieur de cette somme par l'application des modalités de variation des prix prévus au marché.  
Soit une augmentation de 7,57 % du marché initial.

La grille de répartition des honoraires par co-traitant est jointe en annexe.

**Le Directeur Architecture et Immobilier**



**Jean-Louis DESTISON**

**Le Directeur Général Adjoint des Services**



**Jean-Paul DAYRE**



## ANNEXE Avenant n°1: MISSIONS ET REPARTITIONS DES HONORAIRES

### Diagnostic patrimonial pour les hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla :

Forfait de rémunération : 25 260,00 Euros H.T.

### Etude de faisabilité pour la mise en accessibilité des locaux recevant du public au sein des hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla :

Forfait de rémunération : 8 500,00 Euros H.T.

### Réalisation de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque (études + direction des travaux) :

Forfait de rémunération : 12 600,00 Euros H.T.

### Mission OPC pour la réalisation de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque

Forfait de rémunération : 1 575,00 Euros H.T.

Coût prévisionnel définitif des travaux de mise en accessibilité de la salle Pétrarque : 105 000,00 Euros H.T.

	Total sur honoraires %	Total global H.T.	Répartition par cotraitant			
			Part de SELARL Eupalinos	Part de Mosaïques d'archéologie	Part de GD Conseils	Part de BET Durand
DIAG	-	25 260,00	15 000,00	5 760,00	3 000,00	1 500,00
FAISA	-	8 500,00	5 000,00	0	2 000,00	1 500,00
APS	14%	1 764,00	970,20	0	441,00	352,80
APD	12%	1 512,00	831,60	0	378,00	302,40
PRO	27%	3 402,00	1 871,10	0	850,50	680,40
ACT	4%	504,00	277,20	0	126,00	100,80
VISA	10%	1 260,00	693,00	0	315,00	252,00
DET	30%	3 780,00	2 079,00	0	945,00	756,00
AOR et assistance pendant la période de garantie	3%	378,00	207,90	0	94,50	75,60
OPC	-	1 575,00	0	0	1 575,00	0
<b>Total</b>	-	<b>47 935,00</b>	<b>26 930,00</b>	<b>5 760,00</b>	<b>9 725,00</b>	<b>5 520,00</b>

## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

#### Collectivité territoriale :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 Montpellier cedex 2

*Représentée par*  
Monsieur le Maire

#### Titulaire du marché :

Eupalinos  
Mandataire du groupement Eupalinos / Mosaïques archéologie / GD Conseils / BET Durand

*Représenté par*  
Monsieur le Directeur

### B. Renseignements concernant le marché

#### *Objet du marché :*

Hôtel de Varennes et Hôtel Bachy-du-Cayla  
Diagnostic patrimonial et mise en accessibilité partielle  
Mission de maîtrise d'œuvre

*N° du marché :*  
5B0161

*Notifié le :*  
11 janvier 2016

#### *Montant initial du marché :*

*Montant HT :* 44 560 Euros

*Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :...../...../.....*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter entre autre, le montant du marché, et porte également sur la phase « mise en accessibilité de la salle Pétrarque ». Il a pour objet :

- D'approuver l'avant-projet définitif (APD)
- De fixer le coût prévisionnel définitif des travaux, conformément à l'article 4.1 du CCAP
- De fixer le forfait de rémunération définitif, en application de l'article B1 de l'acte d'engagement et de l'article 2.1 du CCAP.

#### 1 / Approuver l'avant-projet définitif (APD) :

Le présent avenant a pour objet d'approuver l'avant-projet détaillé présenté par le maître d'œuvre en date du 27 mai 2016, sous réserve de la prise en compte des remarques formulées par la maîtrise d'ouvrage lors de la phase PRO.

#### 2 / Fixer le coût prévisionnel définitif des travaux, conformément à l'article 4.1 du CCAP :

L'enveloppe financière initiale des travaux est de 80 000,00 € HT (valeur décembre 2015).

Or, afin de rendre plus cohérent le projet, il est nécessaire de faire évoluer le programme initial des travaux en traitant, en sus de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque, des problématiques connexes (notamment la sécurité des personnes).

Le coût prévisionnel définitif des travaux évolue donc à 105 000,00 € HT (valeur mai 2016).

#### 3 / De fixer le forfait de rémunération définitif, en application de l'article B1 de l'acte d'engagement et de l'article 2.1 du CCAP :

Suite à l'évolution du coût prévisionnel des travaux due aux modifications de programme souhaitées par le maître d'ouvrage, et en application des conditions prévues à l'article B1 de l'acte d'engagement, le forfait de rémunération s'établit ainsi :

#### **Réalisation de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque (études + direction des travaux) :**

Taux de rémunération définitif $t'$	=	12	%
Coût prévisionnel définitif des travaux $C$	=	105 000,00	€ HT
Forfait définitif de rémunération $Fd = C \times t'$	=	12 600,00	€ HT
T.V.A. (20%)	=	2 520,00	€
T.T.C.	=	15 120,00	€
Arrêté en lettres    Quinze mille cent-vingt euros			

#### **Mission OPC pour la réalisation de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque**

Taux de rémunération définitif $t'$	=	1,5	%
Coût prévisionnel définitif des travaux $C$	=	105 000,00	€ HT
Forfait définitif de rémunération $Fd = C \times t'$	=	1 575,00	€ HT
T.V.A. (20%)	=	315,00	€
T.T.C.	=	1 890,00	€
Arrêté en lettres    Mille huit cent quatre-vingt-dix euros			

La rémunération du diagnostic patrimonial pour les hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla et l'étude de faisabilité pour la mise en accessibilité des locaux recevant du public restent inchangées : 33 760,00 € HT.

## ARTICLE 2

Le montant du marché est donc porté de 44 560,00 € HT à 47 935,00 € HT (décomposé en 33 760,00 € HT valeur décembre 2015 et 14 175,00 € HT valeur mai 2016), sous réserve de l'ajustement ultérieur de cette somme par l'application des modalités de variation des prix prévus au marché.

Soit une augmentation de 7,57 % du marché initial.

La grille de répartition des honoraires par co-traitant est jointe en annexe.

## ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

**ARTICLE 4 : Durée du marché**  
Inchangée

### D. Signatures des parties

A ..... le

A Montpellier le

Le Mandataire,

Le Directeur Général Adjoint des Services

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec avis de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... le

## ANNEXE Avenant n°1: MISSIONS ET REPARTITIONS DES HONORAIRES

### Diagnostic patrimonial pour les hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla :

Forfait de rémunération : 25 260,00 Euros H.T.

### Etude de faisabilité pour la mise en accessibilité des locaux recevant du public au sein des hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla :

Forfait de rémunération : 8 500,00 Euros H.T.

### Réalisation de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque (études + direction des travaux) :

Forfait de rémunération : 12 600,00 Euros H.T.

### Mission OPC pour la réalisation de la mise en accessibilité de la salle Pétrarque

Forfait de rémunération : 1 575,00 Euros H.T.

Coût prévisionnel définitif des travaux de mise en accessibilité de la salle Pétrarque : 105 000,00 Euros H.T.

	Total sur honoraire %	Total global H.T.	Répartition par cotraitant			
			Part de SELARL Eupalinos	Part de Mosaïques d'archéologie	Part de GD Conseils	Part de BET Durand
DIAG	-	25 260,00	15 000,00	5 760,00	3 000,00	1 500,00
FAISA	-	8 500,00	5 000,00	0	2 000,00	1 500,00
APS	14%	1 764,00	970,20	0	441,00	352,80
APD	12%	1 512,00	831,60	0	378,00	302,40
PRO	27%	3 402,00	1 871,10	0	850,50	680,40
ACT	4%	504,00	277,20	0	126,00	100,80
VISA	10%	1 260,00	693,00	0	315,00	252,00
DET	30%	3 780,00	2 079,00	0	945,00	756,00
AOR et assistance pendant la période de garantie	3%	378,00	207,90	0	94,50	75,60
OPC	-	1 575,00	0	0	1 575,00	0
<b>Total</b>	-	<b>47 935,00</b>	<b>26 930,00</b>	<b>5 760,00</b>	<b>9 725,00</b>	<b>5 520,00</b>

**Marché public à procédure adaptée n° 6C0012  
- "Cœur de Ville en lumières" 2016 -**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2079 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire, déléguée aux Affaires économiques, au Commerce et à l'Artisanat;

**Considérant :**

- Que par délibération n° 2016/237 en date du 22 juin 2016, le Conseil Municipal a validé les principes de l'organisation de la manifestation « Cœur de Ville en lumières ». Ce projet consiste en la mise en place d'un parcours original, touristique, culturel et ludique, sur environ 5 km, par projection 2D et 3D (video mapping) sur les façades de l'Arc de Triomphe, de la Préfecture, de l'église St Roch, de l'église St Denis, du Musée Fabre et par la mise en lumières ou animations sur le thème de la lumière de l'église Ste Anne, l'arche Jacques Cœur et l'hôtel St Côme; cette manifestation se déroulera le temps d'un week-end de trois jours consécutifs : les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 décembre 2016 de 18h30 à 22h ;
- Qu'une procédure a été lancée, en application de l'article 28 du décret n° 2016/360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché alloti (8 lots) à prix global et forfaitaire. La durée de ce marché s'étend de la notification à la remise en état des lieux suite au déroulement de la manifestation ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour l'ensemble des 8 lots : les qualités esthétique et artistique des projets pour 40%, la valeur technique pour 30%, le prix des prestations 30% ;
- Qu'après analyse, les entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses sont :
  - Pour le lot 1, le lot 2, le lot 3, le lot 4, le lot 5 et le lot 8 le groupement ID SCENES/B71
  - Pour le lot 6 Maurice FOUILHE
  - Pour le lot 7 la société MONUMENTIEL

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 6C0012 « Cœur de Ville en lumières » 2016 :
  - **Au groupement ID SCENES / B71**
    - pour le **lot 1** pour un montant de **29 085 € HT**, soit 34 902 € TTC
    - pour le **lot 2** pour un montant de **36 605 € HT**, soit 43 926 € TTC
    - pour le **lot 3** pour un montant de **29 027, 50 € HT**, soit 34 833 € TTC
    - pour le **lot 4** pour un montant de **28 220 € HT**, soit 33 864 € TTC
    - pour le **lot 5** pour un montant de **40 506, 50 € HT**, 48 607 € TTC
    - pour le **lot 8** pour un montant de **15 799, 90 € HT**, soit 18 960 € TTC

- **A Maurice FOUILHE** pour le lot 6 pour un montant de **6 876, 40 € HT**, soit 8 252 € TTC
- **A la société MONUMENTIEL** pour le lot 7 pour un montant de **7 000 € HT**, soit 8 400 € TTC

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville au titre de l'année 2016 CRB 127 nature 6238 fonction 929 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 11/08/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Brigitte ROUSSEL-GALIANA



Publiée le : 17/08/2016  
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC N° 6D0005**  
**Sécurisation et rénovation des espaces sportifs et  
éducatifs**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2390/T/R en date du 28 juin 2016 donnant délégation aux sports à Monsieur Henri de VERBIZIER du 1<sup>er</sup> au 15 août 2016 ;
- Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 12 juillet 2016 ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la sécurisation et à la rénovation des espaces sportifs et éducatifs de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément au décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an reconductible trois fois.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique au vu du mémoire technique pour 60 % et prix des prestations pour 40 % ;
- Qu'il ressort du rapport des analyses des offres que le groupement SPORT ENVIRONNEMENT/LAQUET, sise 3024, avenue Albert Einstein à Montpellier a présenté l'offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 6D0005 « Sécurisation et rénovation des espaces sportifs et éducatifs » au groupement SPORT ENVIRONNEMENT/LAQUET, pour un montant de 1 000 000 € HT par an reconductible trois fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville, nature 2113, fonction 90412 ;
- De dire que la présente décision retire et remplace la décision n° 2016/0258 en date du 28 juillet 2016, en raison d'une erreur sur la dénomination exacte de l'entreprise retenue ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le

3 / Août / 2016  
Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Henri DE VERBIZIER

Publiée le :

Notifiée le :

21.08.2016



**DROIT DE PREEMPTION**  
**Propriété Société SOFA**  
**Avenue du Marché Gare**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la communauté d'agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées à son président par le conseil de métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu les articles L.210-1 à L.213-18 et R.213-4 à R.213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la ville de Montpellier approuvé par délibération du conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 30 mars 2009 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant la désignation de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté de la Restanque ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 13 juillet 2016.

**Considérant :**

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;

- que le 17 mai 2016, la société SOFA a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un local d'activités avec terrain à usage de garage automobile, situé avenue du Marché Gare, cadastré section OL 50, au prix de 3 500 000 € ;
- que cette propriété est louée à la société FRANCE AUTO au titre d'un contrat de bail commercial signé le 10 septembre 2010 ;
- que la propriété SOFA, objet de la présente vente, est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ce bien compris dans la zone d'aménagement concerté de la Restanque qui prévoit la réalisation d'une opération de renouvellement urbain de grande envergure sur ce quartier contigu avec le centre-ville, par la transformation de la zone industrielle des Près d'Arènes en un quartier de ville aux multiples usages (habitat, activités, commerces, équipements publics et privés). Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété, en l'état occupé, appartenant à la société SOFA, située avenue du Marché Gare et cadastrée section OL 50, au prix de 3 500 000 € ;
- que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de la ZAC de la Restanque et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 28 JUL. 2016

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : du . 08 . 2016  
Notifiée le :

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L' HÉRAULT**

France Domaine- Brigade d'évaluation domaniale

Centre Chaptal – BP 70001

34953 MONTPELLIER cedex 2

télécopie : 04 67 226 269

Evaluateur : Pascal BONNAIRE

Téléphone : 04 67 22 62 66

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2016-172V1134

Montpellier, le 13 juillet 2016

Mairie de Montpellier

Département urbanisme et aménagement

Service foncier opérationnel

1, Place Georges Frêche

34064 Montpellier cedex 2

**AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE**

Désignation du bien : Local d'activités.

Adresse du bien : Avenue du Marché Gare à Montpellier.

**1 – SERVICECONSULTANT : VILLE DE MONTPELLIER.**

Affaire suivie par : Mme Di Grazia.

<b>2 – Date de consultation</b>	: 29/06/2016
<b>Date de réception</b>	: 29/06/2016
<b>Date de visite</b>	: 05/07/2016
<b>Date de constitution du dossier « en état »</b>	: 05/07/2016

**3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ**

Acquisition, par voie de préemption, d'une parcelle de 9 457 m<sup>2</sup> comportant un local d'activités.

**4 – DESCRIPTION DU BIEN**

Référence cadastrale : OL 50 pour 9 457 m<sup>2</sup>.

Local d'activité année 1970 avec vitrines en façade construit sur une parcelle rectangulaire de 9 457 m<sup>2</sup> dans un environnement commercial à proximité immédiate des accès à l'autoroute A 9 et du rond-point des prés d'arènes.

Murs en parpaings avec bardage, charpente métallique avec couverture bac acier et isolant.

Extension du hall d'exposition de 372 m<sup>2</sup> réalisée en 1992.

Comprend un espace de vente carrelé de 671 m<sup>2</sup>, des bureaux, des ateliers, des surfaces de stockage(notamment en mezzanine)et 2 cabines de peinture.

Surface utile totale de l'ordre de 3 972 m<sup>2</sup>.

Terrain clôturé et goudronné.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

Nom du propriétaire : SAS SOFA.

Occupation : Bien donné en location(garage OPEL).

Origine de propriété : /

## 6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Le terrain d'assiette est classé en zone 2U1-6cw du PLU en vigueur : quartier à dominante de logements collectifs.

Terrain équipé avec une SDP potentielle de l'ordre de 16 100 m<sup>2</sup>(estimation des services de la ville).

## 7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE(avec une marge d'appréciation de +/- 10%)

Méthodes d'évaluation utilisées : Méthode comparative, méthode du rendement et méthode de la récupération foncière.

Le prix de cession mentionné dans la DIA, soit 3 500 000 €, est conforme à la valeur vénale du bien.

## 8 – DURÉE DE VALIDITÉ

1 an

## 9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques,

L'Inspecteur Principal des Finances Publiques,

Serge de Rémoy



## MARCHE PUBLIC

### « - CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE - CLUBS DE HAUT NIVEAU SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB CHAMPIONNAT DE FOOTBALL – SAISON 2016 / 2017 »

N° 6B0099

#### Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2390/T/R en date du 28 juin 2016 donnant délégation aux Sports à Monsieur Henri de VERBIZIER du 1<sup>er</sup> au 15 août 2016 ;

#### Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations, de type communication (panneautique), dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du football en particulier, pour les rencontres du championnat de France, organisées à Montpellier pour la saison 2016 – 2017.
- Qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SASP Montpellier Hérault Sport Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- Qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n°6B0099 à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, domiciliée au Domaine de Grammont - Avenue Albert Einstein - CS 79041 - 34 967 Montpellier cedex 2, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

#### Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau SASP Montpellier Hérault Sport Club – Championnat de Football – Saison 2016 / 2017 », à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, pour un montant de 15 000 € H.T ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville, nature 6188 fonction 9240 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 08 . 08 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 08 . 08 . 2016  
Notifiée le :



**CONTRAT PRESTATIONS DE SERVICE  
CLUBS DE HAUT NIVEAU – MHSC  
CHAMPIONNAT DE FOOTBALL  
SAISON 2016-2017**

Rapport d'analyse des offres du 13 Juillet 2016

AFFAIRE N° **6B0099**

### 1 – Objet du marché

La ville de Montpellier a décidé d'acquérir auprès de la SASP MHSC des prestations pour les rencontres de championnat de football dans le cadre de la saison 2016-2017.

Ces prestations sont définies conformément aux dispositions de l'ordonnance 2006-596 du 23/05/2006, art L 113-3 et R 113-5 du Code du Sport.

### 2 – Mode de passation

La procédure de passation est un marché public passé en PROCEDURE ADAPTEE en application de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### 3 – Déroulement de la procédure

Date limite de remise : le 12 Juillet 2016 à 17 heures

Nombre d'entreprise : 1 : Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Hérault Sport Club

### 4 – Ouverture du pli

Suite à la consultation faite auprès de la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Hérault Sport Club, seul prestataire habilité concernant les rencontres de football de haut niveau organisées à Montpellier, le pouvoir adjudicateur a ouvert l'enveloppe en date du : 13 Juillet 2016 à 10h15.



### 5 – Analyse de l'offre

Les prestations proposées par la SASP Montpellier Hérault Sport Club, en réponse à la consultation engagée par la Ville de Montpellier, sont déclinées ci-après.

	Qtité	P. U. HT	P.U. TTC	TOTAL TTC SAISON 16/17
<b>PANNEAUTIQUE</b>				
FRONTON 10M/1M	1	15 000	18 000	<b>18 000</b>

Après analyse, les prestations proposées sont conformes aux dispositions de la consultation engagée par la Ville de Montpellier, et définies conformément aux dispositions de l'article L 113-3 du Code du Sport.

### 6 – Les modalités de paiement

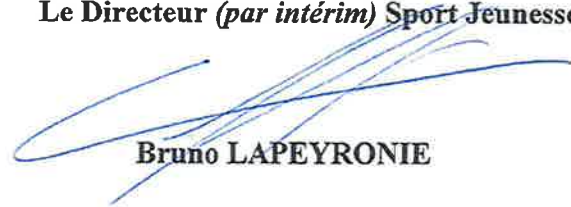
2 versements 2016/2017 décomposés comme suit :

- BP 2016 : un versement de 50% soit 9 000 € TTC
- BP 2017 : un versement de 50% soit 9 000 € TTC

### CONCLUSION

En conclusion, il est proposé au représentant du pouvoir adjudicateur de retenir le prestataire SASP Montpellier Hérault Sport Club pour le marché considéré, pour un montant de 18 000 € TTC (15 000€ HT).

Pour Monsieur Le Maire et par délégation  
Le Directeur (*par intérim*) Sport Jeunesse



Bruno LAPEYRONIE



**MARCHE PUBLIC**

**« - CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE -  
CLUBS DE HAUT NIVEAU  
SASP MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB  
CHAMPIONNAT DE France ET ERCC  
– SAISON 2016 / 2017 »**

**N° 6B0098**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2390/T/R en date du 28 juin 2016 donnant délégation aux Sports à Monsieur Henri de VERBIZIER du 1<sup>er</sup> au 15 août 2016 ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations, de type communication (panneautique), dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du Rugby en particulier, pour les rencontres du championnat de France et ERCC, organisées à Montpellier pour la saison 2016 – 2017 ;
- Qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n°6B0098 à la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, domiciliée au Stade Yves du Manoir – 500 Avenue de Vannières - 34 070 Montpellier, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau SASP Montpellier Hérault Rugby Club – Championnat de France et ERCC – Saison 2016 / 2017 », à la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, pour un montant de 16 000 € H.T ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville, nature 6188 fonction 9240 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 05.08.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 08.08.2016  
Notifiée le :

# CONTRAT PRESTATION DE SERVICE CLUB DE HAUT NIVEAU MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB CHAMPIONNAT DE FRANCE ET ERCC SAISON 2016-2017

Rapport d'analyse des offres du 12 Juillet 2016

AFFAIRE N° 6C0098

### 1 – Objet du marché

La Ville de Montpellier a décidé d'acquérir auprès de Montpellier Hérault Rugby Club (SASP MHR) des prestations pour les rencontres de championnat de rugby et ERCC.

Ces prestations sont définies conformément aux dispositions de l'ordonnance 2006-596 du 23/05/2006, art L 113-3 et R 113-5 du Code des Sports.

### 2 – Mode de passation

La procédure de passation est un marché public passé en PROCEDURE ADAPTEE en application de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### 3 – Déroulement de la procédure

Date limite de remise de l'offre : le 11 Juillet 2016 à 17 heures

Nombre d'entreprise : 1 : SASP MHR

### 4 – Ouverture du pli

Suite à la consultation faite auprès de la SASP Montpellier Hérault Rugby, seul prestataire habilité concernant les rencontres de rugby de haut niveau organisées à Montpellier, le pouvoir adjudicateur a ouvert l'enveloppe en date du : 12 Juillet 2016 à 9h15.

### 5 – Analyse de l'offre

Les prestations proposées par la SASP Montpellier Hérault Rugby, en réponse à la consultation engagée par la Ville de Montpellier, sont déclinées ci-après.

Prestations	Quantité	PU HT	Prix total HT	Prix Total TTC
<b>PANNEAUTIQUE</b>				
Panneau de 6 m X 0.9m « Ville de Montpellier »	1	7 000€	7 000€	8 400€
Panneau de 8 m X 0.9m « Ville de Montpellier »	1	9 000€	9 000€	10 800€
TOTAL GENERAL			16 000€	19 200€

Après analyse, les prestations proposées sont conformes aux dispositions de la consultation engagée par la Ville de Montpellier, et définies conformément aux dispositions de l'article L 113-3 du Code du Sport.

### 6 – Les modalités de paiement

2 versements 2016/2017 décomposés comme suit :

- BP 2016 : un versement de 50% soit 9 600 € TTC
- BP 2017 : un versement de 50% soit 9 600 € TTC

### CONCLUSION

En conclusion, il est proposé au représentant du pouvoir adjudicateur de retenir le prestataire SASP Montpellier Hérault Rugby pour le marché considéré, pour un montant de 16 000 € TTC (19 200 € HT).

Pour Monsieur Le Maire et par délégation  
Le Directeur (par intérim) Sport Jeunesse

  
Bruno LAPEYRONIE

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Dylan  
Dargent-Danilet du 1er au 23 octobre 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que Dylan Dargent-Danilet, 4 rue des pensées 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 1<sup>er</sup> au 23 octobre 2016 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Dylan Dargent-Danilet à exposer à l'espace Saint Ravy du 1<sup>er</sup> au 23 octobre 2016 (installation à partir du 27 septembre et décrochage jusqu'au 24 octobre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Dylan Dargent-Danilet a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.08.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 08.08.2016  
Notifiée le :

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Esther  
Edouard du 29 octobre au 20 novembre 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que Esther Edouard, 3 rue du Béarn 34090 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 29 octobre au 20 novembre 2016 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Esther Edouard à exposer à l'espace Saint Ravy du 29 octobre au 20 novembre 2016 (installation à partir du 25 octobre et décrochage jusqu'au 21 novembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Esther Edouard a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08.08.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 08.08.2016  
Notifiée le :

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Roch  
Marcorelles dit Nubian du 3 au 25 septembre 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que Roch Marcorelles dit Nubian, 5 place des Martyrs de la Résistance 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 3 au 25 septembre 2016 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Roch Marcorelles dit Nubian à exposer à l'espace Saint Ravy du 3 au 25 septembre 2016 (installation à partir du 30 août et décrochage jusqu'au 26 septembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Roch Marcorelles dit Nubian a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.08.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN**



**Publiée le :** 08.08.2016  
**Notifiée le :**



**Marché public: convention de coproduction de  
l'exposition Louise Dahl Wolfe au Pavillon populaire  
n°6B0111**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée ;

**Considérant :**

- Que la Ville présentera au Pavillon Populaire, du 19 octobre 2016 au 8 janvier 2017, une exposition photographique consacrée à Louise Dahl-Wolfe ;
- Que cette exposition est coproduite par la Fabrica, Veronica 13, 28014 Madrid, Espagne ;
- Que, compte tenu de la nature même de cette coproduction, la convention correspondante peut être conclue sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la signature de la convention de coproduction de l'exposition consacrée à Louise Dahl Wolfe avec la Fabrica, jointe en annexe, pour un montant de 32 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 05.08.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 08.08.2016  
Notifiée le :



**CONVENTION DE COLLABORATION ENTRE  
LA VILLE DE MONTPELLIER et LA FABRICA S.L**

**POUR L'EXPOSITION  
« LOUISE DAHL WOLFE, L'élégance en continu »,  
Du 19 Octobre 2016 au 8 Janvier 2017**

D'une part,

LA VILLE DE MONTPELLIER, n° SIRET: 213 401 72 20 1787 - Code APE: 8411Z. Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014.

D'autre part,

Monsieur Alberto Anaut González, représentant La Fábrica Gestión más Cultura, S.L (ci-après LA FABRICA), détenteur de la carte d'identité fiscale B-82627548, et résidant Calle Alameda, 9, 28014 Madrid, en tant que Directeur.

Chacune des deux parties reconnaît les représentants ci-dessus comme dûment habilités à signer ce contrat et

**DÉCLARE**

I. Que, entre autres, un des objectifs de LA VILLE DE MONTPELLIER est de contribuer à la diffusion de l'art photographique,

II. Que les objectifs de LA FABRICA incluent la réalisation d'activités culturelles de tous types, l'élaboration et la vente de publications, ainsi que la promotion et la réalisation d'expositions.

Après accord des deux parties,

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**1. Objet du contrat**

LA VILLE DE MONTPELLIER et LA FABRICA collaborent sur la co-production de l'exposition de « Louise Dahl Wolfe, L'élégance en continu » qui aura lieu aux dates et dans les lieux suivants :

L'exposition sera présentée au Pavillon Populaire (19-10 au 08-01-17) et à Photo España 2016 (1er Juin-28 August 2016).

Oliva María Rubio sera la commissaire de l'exposition. L'exposition comprendra 112 photographies et archives. La liste provisionnelle des œuvres est spécifiée en ANNEXE I de la présente convention.

**COLLABORATION AGREEMENT BETWEEN  
LA VILLE DE MONTPELLIER et LA FABRICA S.L**

**FOR THE PRESENTATION OF THE LOUISE DAHL WOLFE  
EXHIBITION "A STYLE OF HER OWN"  
From the 19th of October 2016 to the 8th of January 2017**

For the first part,

LA VILLE DE MONTPELLIER, n° SIRET: 213 401 72 20 1787 - Code APE: 8411Z. Represented by Mister Philippe SAUREL, as the Mayor from the council decision in date of the 24th April 2014.

On the other,

Mr. Alberto Anaut González, on behalf and in representation of La Fábrica Gestión más Cultura, S.L. (hereinafter La Fábrica), holder of Tax Identification Card B-82627548, and with residence in Calle Alameda, 9, 28014 Madrid, in his position as Director.

Both parties mutually recognise the nature and representation they hold as well as sufficient legal power to sign this act and

**DECLARE**

I. That, among others, one of the corporate purposes of LA VILLE DE MONTPELLIER is to contribute to the dissemination of contemporary culture and particularly its photographic manifestations.

II. That the objectives of LA FABRICA include the realisation of all types of cultural activities, the elaboration and sale of publications and the promotion and realisation of exhibitions.

For all the above, by common consent the parties

**AGREE THE FOLLOWING :**

**1. Object of the contract**

That LA VILLE DE MONTPELLIER, together with LA FABRICA are collaborating on the co-production of the exhibition "Louise Dahl Wolfe, on her own style" to be celebrated at the following dates and locations:

The exhibition will be presented at Pavillon Populaire (9-10 to 08-01-17) and at PHotoEspaña 2016 (1 June – 28<sup>th</sup> August 2016).

The exhibition will be curated by Oliva María Rubio. It will comprises 112 photographs and magazines.

The provisional list of works is specified in ANNEX I of the present agreement.

## 2. Sécurité, surveillance et conservation des œuvres

La surveillance et la sécurité des œuvres durant la période d'exposition sera sous la responsabilité de LA VILLE DE MONTPELLIER, selon les caractéristiques suivantes :

- 2.1 LA FABRICA financera et prendra en charge l'assurance de la circulation de l'exposition dans son intégralité. L'assurance couvre les coûts de cotisation correspondant à la valeur des œuvres, et la couverture devra prendre effet de l'emballage des œuvres à leur réception au lieu convenu (politique du « clou à clou »). Les coûts de cotisation sont inclus dans les frais de location de l'exposition.
- 2.2 Toutes les œuvres composant l'exposition sont dans l'état décrit dans les Constats d'état « départ » qui les accompagne. LA VILLE DE MONTPELLIER devra maintenir toutes les œuvres de l'exposition dans l'état dans lequel elles étaient à réception. Une inspection de l'état de conservation des œuvres devra être faite lors de leur déballage et remballage.
- 2.3 L'encadrement, le support ou la base des œuvres de l'exposition ne devront dans aucun cas être enlevé, ni être sujet à des procédures de nettoyage, de réparation ou de mouvement qui pourraient les endommager sans autorisation écrite de LA FABRICA. Une autorisation de fixation du système d'accroche sécurisé pourra être demandé à LA FABRICA.
- 2.4 LA VILLE DE MONTPELLIER devra constamment protéger les œuvres de l'exposition de toutes les conditions susceptibles de les détériorer, comme par exemple mais sans s'y limiter : une exposition directe à la lumière du soleil, la pluie, un éclairage excessif sans protection, une lumière excessive sans protection, une température extrême ou changeante, l'humidité.

Cahier des charges de conservation :

- Une humidité relative de 50 % (+ ou - 5 %) et une température comprise entre 20° et 22° dans les locaux d'exposition.
- Un niveau d'éclairage de 50 lux doit être utilisé pendant les heures d'ouverture de l'exposition, provenant de lampes incandescentes équipées de filtres.
- Les locaux d'exposition doivent être maintenus dans l'obscurité pendant les heures de fermeture de l'exposition.

- Toute lumière directe sur les œuvres doit être évitée.

## 2. Security, surveillance and conservation

The surveillance and security of the works during the exhibition period will be the responsibility of LA VILLE DE MONTPELLIER in accordance with the following characteristics:

- 2.1 LA FABRICA will finance and take care of insuring the whole touring exhibition. The insurance covers subscription costs corresponding to the value of the works, and the coverage shall take effect from the moment that the packing of the works has begun until the moment they are delivered again in the agreed venue ("nail to nail" policy). The premium costs are included in the exhibition fee.
- 2.2 All the works comprising the exhibition are in the state described in the Condition Report "packing" that accompany them. LA VILLE DE MONTPELLIER shall maintain all the works included in the exhibition in the same condition in which it receives them. An inspection of the state of conservation of the works shall be made when they are unpacked and packed.
- 2.3 The frame, support or base of works included in the exhibition shall not be removed for any reason nor shall they be subjected to cleaning procedures, repairs or moves that might harm them without prior written authorisation from LA FABRICA. An authorisation request for system fixation may be ask to LA FABRICA.
- 2.4 LA VILLE DE MONTPELLIER shall protect the works in the exhibition at all times from any condition that might deteriorate or threaten them including, in an illustrative but not inclusive sense, direct sunlight, precipitations, excessive light without protection and extreme and fluctuating temperature and moisture conditions.

Conservation specifications:

- A Relative Humidity of 50% (+ or - 5%) and a Temperature between 20 and 22° C in the exhibition halls.
- A lighting level of 50 lux shall be used during the hours the exhibition is open, employing incandescent lamps with filters.
- The exhibition hall shall remain in darkness during the hours in which the exhibition is closed.
- Any direct light on the works shall be avoided.

- 2.5 La perte, le dommage ou la détérioration d'une œuvre devra être immédiatement signalé aux bureaux de LA FABRICA (numéro de téléphone : 913601320 ; numéro de fax : 913601322 ; adresse email : ana.berruguete@lafabrica.com), suivi d'une notification écrite détaillée.

Si un dommage s'est produit durant le déplacement, il devra être immédiatement signalé à LA FABRICA, à la compagnie de transport et à la compagnie d'assurance, et l'ensemble du matériel d'emballage devra être conservé jusqu'à ce que la compagnie de transport ou la compagnie d'assurance aient la possibilité de l'examiner.

### 3 Transport et montage

- 3.1 LA FABRICA financera et prendra en charge toutes les mesures relatives au transport des œuvres des Etats-Unis à l'Espagne avec une compagnie de transports d'art qui doit être approuvé d'avance par La Fabrique. Ce coût est inclus dans les frais de location de l'exposition.
- 3.2 LA VILLE DE MONTPELLIER financera et prendra en charge le transport aller-retour Montpellier-Madrid. Ce coût n'est pas inclus dans les frais de location de l'exposition. Pour ce faire, la Ville de Montpellier fera appel à un prestataire spécialisé dans les transports d'œuvres d'art dont le tarif sera soumis au marché en cours.
- 3.3 La scénographie de l'exposition et sa réalisation seront sous la responsabilité de LA VILLE DE MONTPELLIER. La commissaire et LA FABRICA en seront informés au préalable.
- 3.4 L'emballage et le retour des œuvres devront être effectués dans une période maximum de sept jours à partir de la date de clôture de l'exposition. Pour le transport du retour, les œuvres devront être emballées de manière identique aux conditions d'envoi et chaque objet devra occuper le même emplacement numéroté à l'intérieur de l'emballage de transport. LA VILLE DE MONTPELLIER devra prendre en charge les dépenses locales suivantes : le déballage dans les locaux, le montage et le démontage sur les lieux, l'emballage adapté des œuvres sur les lieux à la fin de l'exposition.
- 3.5 LA VILLE DE MONTPELLIER aura à sa charge les frais de déplacement aller-retour, ainsi que les frais d'hébergement et de restauration de la commissaire de l'exposition Oliva Maria Rubio pour participer à l'installation, la conférence de presse et le vernissage.

- 2.5 In the event any loss, harm or deterioration is detected, it should be immediately reported to the LA FABRICA offices (Tel. No. 913601320; Fax No. 913601322; email address: ana.berruguete@lafabrica.com) followed by detailed written notification. If the damage was produced during moving, the event should be notified immediately to LA FABRICA, the transportation company and the insurance company, and all packing materials should be kept safe until the transportation company or the insurance company has had a chance to examine them.

### 3 Transport and assembly

- 3.1 LA FABRICA will finance and take care of all the shipping arrangements from USA to Spain. This cost is included in the exhibition fee.
- 3.2 LA VILLE DE MONTPELLIER will finance and take care of the shipping to Montpellier from and to Madrid with a fine arts shipping company that needs to be before approval by La Fabrica. This cost is not included in the exhibition fee.
- 3.3 The exhibition design and its realisation shall be LA VILLE DE MONTPELLIER responsibility. The curator and LA FABRICA will be properly informed in advance.
- 3.4 The packing and return of the works shall be performed in a maximum period of seven (7) days beginning on the closing date of the exhibition. The works shall be packed for shipping just as they were received and each object shall occupy its precise numbered location within the shipment packing. LA VILLE DE MONTPELLIER shall cover the following local expenses: unpacking in the hall, assembly/dismantling in its venue, appropriate packing of the works at the end of the exhibition in its venue.
- 3.5 LA VILLE DE MONTPELLIER shall cover the cost of a round trip and accommodations for the exhibition's curator Oliva María Rubio to assist the installation, the press conference and opening.

#### 4 Droits d'image et de diffusion

LA VILLE DE MONTPELLIER garantit que les logotypes de LA FABRICA, l'institution co-productrice, apparaîtront dans les crédits d'exposition, dans les revues de presse, les cartons d'invitations, les annonces-presse et autres matériels imprimés, avec la ligne de crédit : *Exposition co-produite par : Le Pavillon Populaire- Ville de Montpellier et La Fabrica, Madrid.*

- 4.1 Une copie de l'ensemble des documents relatifs à la promotion de l'exposition, à la communication pour la presse ou à la publication de données concernant la fréquentation de l'exposition ainsi que tout autre matériel imprimé faisant référence à l'exposition devra être envoyée à LA FABRICA.
- 4.2 Aucune œuvre ne devra être photographiée ou reproduite sans le consentement écrit de LA FABRICA, sauf dans le cas d'un usage interne de LA VILLE DE MONTPELLIER.
- 4.3 Tout le matériel imprimé devra comporter le copyright approprié qui sera indiqué par LA FABRICA.
- 4.4 LA VILLE DE MONTPELLIER devra intégrer le copyright des images sélectionnées pour la presse, les outils éducationnels et promotionnels avec le Center for Creative Photography, détenteur des droits des œuvres.

#### 5 Obligations financières

Dans le cadre des frais de co-production, LA VILLE DE MONTPELLIER devra payer un montant de 32 000 euros à LA FABRICA, selon les modalités de paiement suivantes :

- 20 % du montant à la signature de la présente convention
- 40 % du montant à la date d'ouverture de l'exposition à Montpellier (inauguration prévue le 18 Octobre 2016).
- 40 % du montant au Premier Décembre 2016.  
Le règlement de ces montants devra être établi à l'ordre de LA FABRICA sur présentation des factures correspondantes.

LA FABRICA s'engage à prendre en charge les points suivants :

- Le commissariat
- La coordination de la production de l'exposition et de sa circulation : gestion des prêts, constats d'état, listes des œuvres, préparation des textes pour l'exposition et labels,...
- Frais d'exposition (prêts)
- Production (encadrement, mise en caisse, emballage,...)
- Assurance : politique du « clou à clou »

#### 4 Image and dissemination rights

4.1 LA VILLE DE MONTPELLIER guarantees that the logotypes of LA FABRICA, the co-producing institution, will appear in the exhibition credits, in press releases, invitation cards, press advertisements and other printed material, with the credit line: *Exhibition co-produced by: Le Pavillon Populaire- Ville de Montpellier and La Fábrica, Madrid.*

- 4.2. A copy of any document in which promotional acts, press communications or attendance data appear or any other printed matter referring to the exhibition shall be sent to LA FABRICA.
- 4.3. No work shall be photographed or reproduced without the express written consent of LA FABRICA. Photographic material is only allowed for LA VILLE DE MONTPELLIER for internal use.
- 4.4. All printed matter shall incorporate their correspondent copyright that will be indicated by LA FABRICA.
- 4.5. LA VILLE DE MONTPELLIER shall manage with the Center for Creative Photography, the rights holder, the copyright of the images selected for press, educational and promote purposes.

#### 5. Financial obligations

In a concept of co-production fee for the exhibition, LA VILLE DE MONTPELLIER will pay LA FABRICA the amount of 32.000 euros, according to the following payment schedule:

- 20% of the fee upon the signing of the present agreement
- 40% of the fee at the opening date, October the Twenty Eight of 2016.
- 40% of the fee on December first of 2016.  
Payment of these amounts will be made in favour of LA FABRICA subject to presentation of the appropriate invoices.

The participation of LA FABRICA includes:

- Curatorship
- Coordination of the production of the exhibition and the tour: loans management, condition reports, lists of works, preparation of the texts for the exhibition and labels ...
- Exhibition fees (loans)
- Production (framing, crating, packaging, ...)
- Insurance: policy "nail to nail"
- Shipping (concentration and dispersion in/from Madrid) and customs.

- Transport des œuvres (regroupement et livraison), douanes.

LA VILLE DE MONTPELLIER s'engage à prendre en charge les points suivants :

- La scénographie de l'exposition
- Le déballage et emballage
- Tous les coûts d'installation locale, accrochage et démontage de l'exposition et autres activités locales
- Les frais de déplacement aller-retour Madrid-Montpellier, d'hébergement et de restauration de la commissaire pour assister à l'installation de l'exposition et au vernissage (montant plafond)
- Les frais de déplacement et d'hébergement du convoyeur, si nécessaire
- Le transport des œuvres aller-retour Madrid-Montpellier
- Les copyrights des images pour la presse, outils éducatifs et promotionnels

## 6 Circulation de l'exposition

LA FABRICA se réserve la possibilité de faire circuler l'exposition dans deux lieux supplémentaires après l'évènement de Montpellier. LA FABRICA garantit que les logotypes de LA VILLE DE MONTPELLIER et de LA FABRICA, les institutions co-productrices, apparaîtront dans les crédits de l'exposition, les revues de presses, les invitations, les annonces et autres matériaux imprimés, avec la ligne de crédit : Exposition co-produite par : *Le Pavillon Populaire – Ville de Montpellier et La Fabrica, Madrid.*

## 7 Juridiction compétente et droit applicable

Les deux parties conviennent que tout conflit, désaccord, problème ou réclamation résultant de l'exécution ou l'interprétation de cette convention ou en rapport direct ou indirect avec elle, devra être résolu devant les cours et tribunaux de Madrid.

Le droit applicable à tout conflit, désaccord, problème ou réclamation résultant de l'exécution ou l'interprétation de cette convention ou en rapport direct ou indirect avec elle est le Droit Espagnol.

Comme preuve de son acceptation, cette convention est signée en double exemplaire.

Le: \_\_\_\_\_ à :

Pour Philippe Saurel, Maire de la Ville de Montpellier, et par délégation Sonia Kerangueven, l'Adjointe au Maire déléguée à la Culture:

Pour LA FABRICA Alberto Anaut González, Directeur

LA VILLE DE MONTPELLIER will take care of:

- Design of the exhibition
- Unpacking and repacking
- All costs for local installation, display and desinstallation of the exhibition and other local activities.
- Travelling and accommodation expenses of the curator to attend the installation and opening (from Madrid) (montant plafond)
- Travelling and accommodation expenses of the courier (if applies).
- Shipping from/ to Madrid
- Copyrights of images for press, educational and promote purposes.

## 6 Tour of the exhibition

LA FABRICA reserves the possibility of touring the exhibition in 2 more venues after the celebration in Montpellier. La Fábrica guarantees that the logotypes of LA VILLE DE MONTPELLIER and LA FABRICA, the co-producing institutions, will appear in the exhibition credits, in press releases, invitations, advertisements and other printed material, with the credit line: Exhibition co-produced by: *Le Pavillon Populaire – Ville de Montpellier and La Fábrica, Madrid.*

## 7 Jurisdiction & applicable law

The parties agree that any dispute, discrepancy, issue or claim resulting from the execution or interpretation of this agreement or related to it directly or indirectly, shall be resolved in the courts and tribunals of Madrid.

And as proof of acceptance, this agreement is signed in duplicate

On the: \_\_\_\_\_ in :

For Philippe Saurel, Mayor of the City of Montpellier, Sonia Kerangueven, Deputy Mayor in charge of Culture department

For LA FABRICA, Alberto Anaut González, Director

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**propriété de la SCI DIDEROT-HUGO**  
**3 boulevard Victor Hugo/ 20 rue Diderot- lot 13**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1<sup>er</sup> septembre 1977 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 26 juillet 2016 ;

**Considérant :**

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;

- que le 23 mai 2016, la SCI DIDEROT-HUGO a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un local d'activité à usage commercial constituant le lot 13 de la copropriété située 3 boulevard Victor Hugo et 20 rue Diderot, cadastrée section HV 146 et 362, au prix de 230 000 € ;
- que cette propriété est louée à la société VIP-SHOP au titre d'un contrat de bail commercial signé le 6 mars 2009 ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020";
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers en vue notamment de faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités commerciales en cas de cession de droit au bail, de commercialiser en cohérence avec le développement commercial du secteur et des projets à venir en cas de vacance ou encore mettre en œuvre des projets novateurs ou susceptibles de contribuer au développement urbain et économique ;

#### **Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI DIDEROT-HUGO, située 3 boulevard Victor Hugo et 20 rue Diderot, et cadastrée section HV146 et 362, au prix de 230 000 € ;
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 03. AOÛT 2016

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 08.08.2016  
Notifiée le :





**MONTPELLIER GRAND COEUR  
DROIT DE PREEMPTION URBAIN  
3 bd Victor Hugo et 20 rue Diderot  
Local appartenant à :  
SCI DIDEROT- HUGO, CAZEVIEILLE (34)  
Acquéreur : M et Mme Radj KOYTCHA, LA POSSESSION (REUNION)**

**Désignation du bien :**

- immeuble R + 2 sis 3 bd Victor Hugo et 20 rue Diderot à Montpellier ;
- HV 146/ 362 pour une superficie cadastrale de 304 m<sup>2</sup> et de 6 m<sup>2</sup>;

**Description**

- lot n° 13 en RDC : un local de 196 m<sup>2</sup> représentant 2278/41.000° des parties communes générales de copropriété ;
- immeuble en état moyen ;
- local vendu occupé

**Valeur du bien :**

- surface : 196 m<sup>2</sup>
- prix de la DIA : 230 000 €
- prix au m<sup>2</sup> : 1173 €
- estimation des Domaines : en cours
- **proposition de préempter au prix de 230 000 €, conforme au prix de la DIA.**

**Analyse**

- Local en bon état donnant sur la rue Diderot, bd Victor Hugo et une visibilité sur le square de la Babotte
- Secteur prioritaire d'intervention dont l'objet est de soutenir les activités commerciales du quartier ;
- Départ de l'exploitant négociable

**Demande de préemption**

Préemption demandée pour les raisons suivantes :

- Secteur stratégique prioritaire (axe majeur) ;
- immeuble situé dans un secteur prioritaire d'intervention ;
- situation secteur sauvegardé

**Motivation de la préemption urbaine**

Conformément à l'article L 211-1 du code de l'urbanisme, régissant le champs d'application du droit de préemption urbain sur la commune de Montpellier, afin de redynamiser le commerce, permettre la sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, et permettre le renouvellement urbain, correspondant aux objectifs de l'opération Montpellier Grand Cœur, et conformément à l'article L 300.1 du code de l'urbanisme faisant référence aux actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet l'organisation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

Acquisition dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers en vue notamment de faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités commerciales en cas de cession de droit au bail, de commercialiser en cohérence avec le développement commercial du secteur et des projets à venir en cas de vacance ou encore mettre en œuvre des projets novateurs ou susceptibles de contribuer au développement urbain et économique.



Au vu des termes de la Concession d'aménagement confiée à la SAAM par décision du Conseil municipal du 7 Octobre 2013, reçue en Préfecture le 10 Décembre 2013.

**Observation :**

Selon les termes de la Concession d'aménagement, la SAAM est tiers payeur et perçoit une rémunération de 3 % HT du prix d'acquisition .

**Proposition de la mission Grand Cœur**

préempter au prix de 230 000 €, conforme au prix de la DIA.

**Date limite pour exercer le droit de préemption**

21 Août 2016

**Attribution du marché "Observatoire immobilier"  
Marché n° 6B0049**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder au lancement d'une étude « Observatoire du marché immobilier 2016 » ;
- Que ce marché correspond à une étude sur l'observatoire immobilier sur la Ville de Montpellier. Il permet à la direction de l'aménagement et de la programmation de connaître le marché immobilier de manière suffisante afin de programmer et d'orienter la production de logements, en particulier leur taille, leur emplacement dans la ville, les acquéreurs potentiels, et de définir le niveaux de prix attendus en particulier dans les opérations publiques d'aménagement ;
- Qu'à la suite d'une consultation (marché n°6B0049) de bureaux d'études du 26 avril 2016 au 23 mai 2016 inclus, conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que le bureau d'études ADEQUATION a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que les critères de jugement des offres sont la valeur technique (60%) et le prix des prestations (40%) ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 6B0049 au bureau d'études ADEQUATION (domicilié au 133 Rue Olof Palme, Tournezy, 34070 Montpellier) pour un montant H.T. de 14 043,48 euros ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 investissement de la Ville Nature : 2031 Fonction : 908241 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, l'exécution et le règlement dudit marché.

Montpellier, le 11.08.2016  
Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL

Publiée le : 16.08.2016  
Notifiée le :

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété SCI KINKELIBA 14 rue d'Alger-lot 1**  
**exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) "GAMBETTA – FIGUEROLLES – CLEMENCEAU", créée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux en date du 26 juillet 2016

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 20 juin 2016, la SCI KINKELIBA a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un local à usage commercial constituant le lot 1 de la copropriété située 14 rue d'Alger, cadastrée section EW 320, au prix de 150.000 € dont 8.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement

urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020";
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m<sup>2</sup>) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, en vue des objectifs ci-dessus, dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers en vue notamment de faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités commerciales en cas de cession de droit au bail, de commercialiser en cohérence avec le développement commercial du secteur et des projets à venir en cas de vacance ou encore mettre en œuvre des projets novateurs ou susceptibles de contribuer au développement urbain et économique ;
- que le prix proposé paraît excessif ;

#### **Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI KINKELIBA, située 14 rue d'Alger, et cadastrée section EW 320 au prix de 138.000 € en ce compris 8.000 € de commission d'agence ;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme ;
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03 AOÛT 2016

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 08.08.2016  
Notifiée le :



**MONTPELLIER GRAND COEUR  
DROIT DE PREEMPTION URBAIN  
14 rue d'Alger  
Local appartenant à :  
SCI KINKELIBA, MONTPELLIER (34)  
Acquéreur : Pas indiqué dans la DIA**

**Désignation du bien :**

- immeuble R + 3 sis 14 rue d'Alger à Montpellier ;
- parcelle EW 320 pour une superficie cadastrale de 103 m<sup>2</sup> ;

**Description**

- lot n° 1 en RDC : un local de 74.44 m<sup>2</sup> représentant 263/1.000° des parties communes générales de copropriété ;
- immeuble en état moyen ;
- local vendu vacant

**Valeur du bien :**

- surface : 74.44 m<sup>2</sup>
- prix de la DIA : 150 000 €
- prix au m<sup>2</sup> : 2015 €
- estimation des Domaines : en cours
- **proposition de préempter au prix de 130 000 €, inférieur au prix de la DIA.**

**Analyse**

- Local en bon état vendu vacant
- Secteur prioritaire d'intervention dont l'objet est de soutenir les activités commerciales du quartier ;

**Demande de préemption**

Préemption demandée pour les raisons suivantes :

- Secteur stratégique prioritaire (axe majeur) ;
- immeuble situé dans un secteur prioritaire d'intervention ;
- situation : OPAH RU et de copropriétés dégradées secteurs « St Guilhem /Laissac/Sud Comédie » ;
- situation ZPPAUP

**Motivation de la préemption urbaine**

Conformément à l'article L 211-1 du code de l'urbanisme, régissant le champs d'application du droit de préemption urbain sur la commune de Montpellier, afin de redynamiser le commerce, permettre la sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, et permettre le renouvellement urbain, correspondant aux objectifs de l'opération Montpellier Grand Cœur, et conformément à l'article L 300.1 du code de l'urbanisme faisant référence aux actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet l'organisation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

Acquisition dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers en vue notamment de faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités commerciales en cas de cession de droit au bail, de commercialiser en cohérence avec le développement commercial du secteur et des projets à venir en cas de vacance ou encore mettre en œuvre des projets novateurs ou susceptibles de contribuer au développement urbain et économique.

Au vu des termes de la Concession d'aménagement confiée à la SAAM par décision du Conseil municipal du 7 Octobre 2013, reçue en Préfecture le 10 Décembre 2013.

**Observation :**

Selon les termes de la Concession d'aménagement, la SAAM est tiers payeur et perçoit une rémunération de 3 % HT du prix d'acquisition .

**Proposition de la mission Grand Cœur**

préempter au prix de 130 000 €, inférieur au prix de la DIA.

**Date limite pour exercer le droit de préemption**

20 Août 2016

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN**  
**Propriété VERGELY**  
**186 rue Charles Perrault**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013 instituant un périmètre d'étude sur le secteur de la rue Charles Perrault et de l'avenue du Petit train ;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 17 juin 2016, Monsieur et Madame Albert VERGELY ont déposé une déclaration d'intention d'aliéner une villa avec terrain située 186 rue Charles Perrault, cadastrée section EY 165, au prix de 420.000 € plus 25.000 € de commission d'agence ;
- que la Ville de Montpellier a institué un périmètre d'étude au sens de l'article L 111-10 du Code de l'urbanisme sur le secteur de la rue Charles Perrault et de l'avenue du Petit Train, afin d'y mener à bien un



projet de réaménagement urbain dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics ;

- que la propriété de Monsieur et Madame VERGELY est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville et dans le secteur de la rue Charles Perrault et avenue du Petit Train où a été institué le périmètre d'étude précité ;

- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien qui d'une part est situé au cœur du secteur de la rue Charles Perrault et de l'avenue du Petit Train et qui d'autre part est impacté par les emplacements réservés n° C179 et C195 inscrits au Plan Local d'Urbanisme pour création de cheminements piétons. L'acquisition de ce bien permettra donc de réaliser le projet de réaménagement urbain du secteur et les deux cheminements piétons prévus au PLU. Ces projets sont conformes aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain, de permettre le renouvellement urbain et de réaliser des équipements collectifs.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur et Madame Albert VERGELY, située 186 rue Charles Perrault, cadastrée section EY 165, au prix de 420.000 € plus 25.000 € de commission d'agence ;

- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget 2016 de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

11 AOUT 2016

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL



Publiée le : 12 . 08 . 2016  
Notifiée le :



**Mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique  
pour la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret  
Accord-cadre n° 5D0049**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2088/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe Cour, Adjoint au Maire, délégué à la l'Ecologie urbaine ;
- Vu l'arrêté n°2016/2387/T/R du 26 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire en remplacement de Monsieur Christophe COUR
- Vu la délibération n° 2015/323 du 23 juillet 2015 approuvant le lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre paysagère pour la restructuration du Parc de Lunaret et l'élection des membres du jury élus en son sein ;
- Vu l'arrêté n° 2015/5315/T/R du 8 décembre 2015 définissant la composition du jury relatif à cette mission de maîtrise d'œuvre ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0183/T/R du 11 février 2016 désignant les 3 candidats admis à présenter une offre ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de réhabiliter les infrastructures existantes du Parc de Lunaret ;
- Que pour cela, il convient de confier une mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique par un accord-cadre mono-attributaire ;
- Que dans la mesure où les spécifications du cahier des charges ne peuvent être établies avec une précision suffisante, l'élaboration du programme de l'opération se poursuivant pendant les études d'avant-projet, il a été décidé de lancer une procédure négociée restreinte ;
- Que la délibération n° 2015/323 du 23 juillet 2015 a approuvé le lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du Parc de Lunaret et a désigné les membres du jury élus en son sein ;
- Que par arrêté n° 2015/5315/T/R du 8 décembre 2015, les personnes représentant un intérêt particulier au regard de l'objet du marché et les personnes qualifiées du jury ont été désignées ;
- Que l'avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 7 août 2015 ;
- Que par arrêté n° 2016/0183/T/R du 11 février 2016, 3 équipes ont été admises à présenter une offre parmi les 11 candidatures reçues ;
- Que, les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - o Valeur technique : 60 %;
  - o Prix des prestations : 40 % ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, en date du 21 juin 2016, a décidé de retenir l'offre du groupement TN+ Paysagiste / SCP Boyer Percheron (architecte) / Jean-Luc Berthier (zoologue – vétérinaire) / Les éclaireurs (éclairagiste) / Agence NC (scénographe) / Setec International (BET

technique) / Serige (BET technique) ayant pour mandataire TN+ Paysagiste - 30 Bd Richard Lenoir, 75011 PARIS - comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer l'accord-cadre n° 5D0049 « Maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret » au groupement TN+ Paysagiste / SCP Boyer Percheron (architecte) / Jean-Luc Berthier (zoologue – vétérinaire) / Les éclaireurs (éclairagiste) / Agence NC (scénographe) / Setec International (BET technique) / Serige (BET technique) ayant pour mandataire TN+ Paysagiste ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, Direction Parc de Lunaret, ligne 22873, fonction 908 231, nature 2031
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'accord-cadre avec le mandataire du groupement et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09.08.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 11.08.2016  
Notifiée le :



**MARCHE PUBLIC - FOURNITURE DE REPAS EN  
LIAISON FROIDE AUX RESTAURANTS  
SCOLAIRES  
MAPA N° 6D0011  
Décision modificative**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091 en date du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, adjointe déléguée à la Réussite Educative ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier assure en autogestion la production et la distribution des repas nécessaires aux besoins de ses 84 restaurants scolaires et 42 centres de loisirs, et que l'Unité Centrale de Production (UCP) de la Ville fabrique et distribue environ 1 600 000 repas/an, 12 400 repas/jour en moyenne et 2 000 repas/jour en moyenne les mercredis et durant les périodes de vacances scolaires ;
- Que l'Unité Centrale de Production a atteint ses limites en volume de production et qu'afin de garantir la sécurité sanitaire des préparations, la qualité organoleptique des recettes et la réponse aux besoins en constante augmentation (+500 repas par an) de ses restaurants scolaires, la Ville de Montpellier a décidé d'acheter pour la rentrée scolaire 2016 (septembre) une partie des besoins de ses restaurants scolaires (entre 2000 et 2500 repas) ;
- Qu'une consultation d'entreprises spécialisées a été lancée en date du 21 mars 2016, conformément aux articles 30 et 77 du Code des Marchés Publics, selon la procédure adaptée. Le marché aura une durée de 1 an à compter de sa notification et sera reconductible 3 fois par tacite reconduction ;
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : - Qualité des produits 60% - Prix 40% ;
- Qu'après analyse, la société SHCB, 100, rue de Luzais, 38070 SAINT QUENTIN FALLAVIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que la décision n° 2016/0254 du 27 juillet 2016 doit être modifiée quant aux montants relatifs à ce marché ;

**Décide en conséquence :**

- Suite à la décision de la Commission d'Appel d'Offres du 28 juin 2016, d'attribuer le marché n° 6D0011 à la société SHCB sans montant minimum ni maximum ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Direction de la Politique Alimentaire : CRB 13000 – Nature 6042 – Fonction 922 251 – Ligne de crédit 27266 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer le marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09.08.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 10.08.2016  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Pièces détachées pour bornes de pointage -  
Marché 6B0105**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation de signature n° 2016/2387/T/R relatif au remplacement de Monsieur Max LEVITA pour la période du 8 août au 4 septembre 2016 inclus par Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;

**Considérant :**

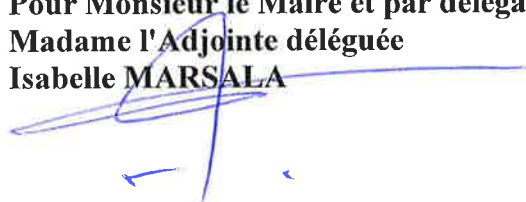
- Que la Ville dispose au sein des établissements scolaires d'un parc de 150 bornes de pointage avec lecteur motorisé dont il convient d'assurer le fonctionnement optimal ;
- Qu'une consultation a été lancée le 8 juillet 2016 pour « Pièces détachées pour bornes de pointage » conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix 50 %
  - Valeur technique 30 %
  - Délais de livraison 20 %
- Que la société F.E.M. TECH a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à la société F.E.M. TECH sise 10 rue de la Prade – 34880 LAVERUNE, pour une durée d'un an reconductible trois fois, à compter de la date de notification, et un montant total maximum de 72 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information – Chapitres 900 et 920 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 16/08/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA



Publiée le : 23/08/2016  
Notifiée le :

**MONTPELLIER c/ MP POISSONNERIE (SARL)**

**Fixation du prix du bien préempté situé 12 rue  
Durand, devant le juge de l'expropriation  
Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que la commune de Montpellier a décidé de préempter le bien de M. CABLAT, cadastré EW n° 314, situé 12 rue Durand à MONTPELLIER ;
- Qu'aucun accord n'ayant été obtenu, le juge de l'expropriation a été saisi pour fixer le prix ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;


**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19.09.2016  
Notifiée le :



**Contentieux**  
**Montpellier c/ Copropriété 39 boulevard du Jeu de**  
**Paume**  
**Procédure d'exécution d'office des travaux de**  
**ravalement**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, Monsieur le Maire, après injonction restée sans effet, a pris un arrêté sommant les propriétaires du 39 boulevard du Jeu de Paume de procéder au ravalement de leur immeuble.
- Que plus d'un an s'est écoulé depuis la notification de cet arrêté et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19.09.2016  
Notifiée le :



**Contentieux**  
**COMMUNE DE MONTPELLIER c/ BOUTOT**  
**Magali (APPEL)**  
**Appel de Mme BOUTOT Magali contre le jugement**  
**du Tribunal Administratif de Montpellier du**  
**03/12/2015**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un jugement du 03/12/2015, référencé n° 1305105, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête présentée par Mme BOUTOT Magali ;
- Que Mme BOUTOT Magali a relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 01/02/2016, par le dépôt d'une requête référencée 16MA00399 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :





**MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE  
DELEGUEE  
POUR LA MISE EN ACCESSIBILITE DU  
PATRIMOINE IMMOBILIER BATI COMMUNAL**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la loi n° du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1531-1 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2387/T/R du 24 juin 2016 donnant délégation de signature à Mme Isabelle MARSALA en remplacement de M. Max LEVITA du 8 août au 4 septembre 2016 inclus ;
- Vu la délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- Vu le projet de mandat pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal et ses annexes ;

**Considérant :**

- Que par délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée afin de mettre en accessibilité ses bâtiments par le biais d'une programmation pluriannuelle.
- Qu'aujourd'hui la Ville souhaite confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat de maîtrise d'ouvrage pour le suivi de la mise en accessibilité de son patrimoine immobilier bâti comprenant 238 ERP.
- Que la convention organisant ce mandat est annexée à la présente décision. Elle est exclue du champ d'application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics par l'article 17 III de ladite ordonnance relatif aux contrats conclus entre un pouvoir adjudicateur et un cocontractant sur lequel il exerce un contrôle comparable à celui qu'il exerce sur ses propres services et qui réalise l'essentiel de ses activités pour lui.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

- La Ville confie à la SA3M le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte les travaux de mise en accessibilité de son patrimoine immobilier bâti.
- Ces ouvrages devront répondre au programme défini par la Ville et respecter l'enveloppe financière prévisionnelle.
- Cette enveloppe prévisionnelle est fixée à 21 400 000 € HT.

- La rémunération de la SA3M est fixée à un montant forfaitaire de 2 826 915 € HT pour un coût global prévisionnel d'opération qui s'élève donc à 24 227 000 € HT.
- Le mandataire assurera sa mission jusqu'à l'expiration du délai initial de la garantie de parfait achèvement (à titre indicatif, il est précisé que la réception des travaux est prévue pour les derniers travaux au plus tard en décembre 2024).

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le principe de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal.
- D'approuver les termes de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage, telle qu'annexée à la présente décision, mandant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation de cette opération.
- De dire que l'ensemble des dépenses concernées sont inscrites au budget 2016 et suivants de la Ville – Chapitre 900.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer cette convention de mandat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **23/08/2016**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA**



Publiée le : **24/08/2016**  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016/0285

**Marché passé selon une procédure adaptée pour  
l'achat de vaccins à destination du centre de  
vaccinations du SCHS.  
Marché N°6B0022.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- VU l'arrêté n°2016/1423/T/R donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, 3ème Adjointe au Maire, Déléguée à la Sécurité ;

**Considérant :**

- que l'achat de vaccins et la vaccination obligatoire et gratuite, font partie des dépenses obligatoires du Service Communal d'Hygiène et de Santé, Décret n°84-1105 du 10/12/1984 et arrêté du 09/09/1985 ;
- que le centre de vaccinations, offre plusieurs séances de vaccination par semaine, qu'au regard de la pénurie de vaccins qui touche les fournisseurs, qu'il convient d'acheter les vaccins directement auprès des laboratoires pharmaceutiques ;
- qu'à la suite d'offres de prix émanant des laboratoires pharmaceutiques au regard des vaccins disponibles ;
- l'entreprise « Pfizer » peut fournir les vaccins suivants : Prevenar et Neisvac.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise «Pfizer», 23-25 avenue du Docteur Lannelongue, 75 668 PARIS CEDEX 14 ; pour un montant maximal de 18 050 euros HT ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville ;
- d'autoriser Madame l'adjointe déléguée, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à , la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 22/08/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 24/08/2016  
Notifiée le :

**Marché passé selon une procédure adaptée pour  
l'achat de vaccins à destination du centre de  
vaccinations du SCHS.  
Marché N°6B0023.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- que l'achat de vaccins et la vaccination obligatoire et gratuite, font partie des dépenses obligatoires du SCHS, Décret n°84-1105 du 10/12/1984 et arrêté du 09/09/1985 ;
- que le centre de vaccinations, offre plusieurs séances de vaccination par semaine, qu'au regard de la pénurie de vaccins qui touche les fournisseurs, qu'il convient d'acheter les vaccins directement auprès des laboratoires pharmaceutiques ;
- qu'à la suite d'offres de prix émanant des laboratoires pharmaceutiques au regard des vaccins disponibles ;
- l'entreprise « Laboratoire GlaxoSmithKline » peut fournir les vaccins suivants : Infanrix Hexa, Infanrix Quinta, Boostrix, Engerix B10, Engerix B20 et Priorix;

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise «Laboratoire GlaxoSmithKline», 100, route de Versailles, CS 80 001, 78 163 Marly-le-Roi cedex ; pour un montant maximal de 25 000 euros HT ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville ;
- d'autoriser Madame l'adjointe déléguée, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 22/08/2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Marie-Hélène SANTARELLI**

Publiée le : 22/08/2016  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat d'un chariot élévateur électrique,  
d'un transporteur électrique et de deux transporteurs  
thermiques.  
(6B0061)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'un chariot élévateur électrique pour le Service Achat et Production Graphique, d'un transporteur électrique et de deux transporteurs thermiques pour le ZOO de LUNARET de la Ville de MONTPELLIER.
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées, en date du 02 juin 2016, (n°6B0061) a été lancée, conformément à l'article 27 du décret 2016-360 relatif aux Marchés Publics.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres, pour le lot n°1 (chariot élévateur électrique) étaient les suivants : le prix pour 50%, la valeur technique pour 35%, le coût d'utilisation pour 10% et la durée de garantie pour 5%.
- Qu'après analyse, la société SAVIM SERVIAN, PAE la Baume II, 5 rue Gustave Eiffel, 34290 SERVIAN, a présenté, pour le lot n°1, l'offre économiquement la plus avantageuse (MANITOU ME318) au regard de l'ensemble des critères d'analyse.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres, pour le lot n°2 (transporteur électrique) étaient les suivants : le prix pour 50%, la valeur technique pour 35%, le coût d'utilisation pour 10% et la durée de garantie pour 5%.
- Qu'après analyse, la société PACA MOTOCULTURE, 40 rue de l'Industrie, ZI la Crouzette, 34500 BEZIERS a présenté, pour le lot n°2, une offre économiquement avantageuse (JOHN DEERE GATOR TE) au regard de l'ensemble des critères d'analyse.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres, pour le lot n°3 (2 Transporteurs thermiques diesel) étaient les suivants : le prix pour 50%, la valeur technique pour 35%, le coût d'utilisation pour 10% et la durée de garantie pour 5%.
- Qu'après analyse, la société CEVENNES MOTOCULTURE, 66 rue de Colombiers, RN 113, 34670 BAILLARGUES a présenté, pour le lot n°3, l'offre économiquement la plus avantageuse (4X4 KUBOTA RTV 900) au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché « Achat d'un chariot élévateur électrique pour le Service Achat et Production Graphique, d'un transporteur électrique et de deux transporteurs thermiques pour le ZOO de LUNARET » précité avec :
  - \*La société SAVIM MANUTENTION, pour le lot n°1, pour un montant global de 22 800 € HT.
  - \*La société PACA MOTOCULTURE, pour le lot n°2, pour un montant global de 15 641.18 € HT.
  - \*La société CEVENNES MOTOCULTURE, pour le lot n°3, pour un montant global de 29 000 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement, nature 2188, chapitre 900.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1<sup>er</sup> Adjoint délégué aux finances à signer ces marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 05.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 13.09.2016  
Notifiée le :





**Attribution d'un accord-cadre passé selon une  
procédure adaptée pour les achats de petit matériel de  
bureau.  
(6B0077)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de signature n° 2016/2387/T/R relatif au remplacement de Monsieur Max LEVITA pour la période du 8 août au 4 septembre 2016 inclus par Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder aux achats de petit matériel de bureau pour les Services de la Ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 13 juin 2016, une procédure (n°6B0077) a été lancée, conformément à l'article 27 du décret 2016-360 et à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux accords-cadres. Cette procédure est soumise aux dispositions de l'article 27 et des articles 78 et 80 du décret susmentionné (Accord-Cadre à bons de commandes).
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : 50 % pour le prix et 50% pour la valeur technique.
- Qu'après analyse, la société LACOSTE, 15 allée de la Sarriette, ZA Saint Louis, 84250 LE THOR, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature de l'accord-cadre « Achats de petit matériel de bureau » (6B0077) précité, avec la société LACOSTE pour un montant total maximum de commandes de 84 000.00 € H.T. et pour une durée de 3 ans à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6064, et le budget investissement, natures 2183 et 2188, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée aux Finances à signer ce marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 30.08.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA

Publiée le :  
Notifiée le :

**Mission d'analyse financière rétrospective et  
prospective de la Ville de Montpellier - MAPA 6B0080**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

**Considérant :**

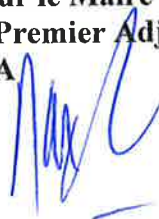
- Que la Ville de Montpellier souhaite un audit externe d'analyse financière rétrospective et prospective de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de six semaines.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
Méthode : 30% - Délai : 30% - Prix 40%
- Qu'après analyse, la société Ressources Consultants Finances, sise 16 rue de Penhoët 35000 Rennes, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché « Mission d'analyse financière rétrospective et prospective de la Ville de Montpellier » à la société Ressources Consultants Finances pour un montant de 9 738,62 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 08.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 13.09.2016  
Notifiée le :



**Missions géotechniques  
Accord cadre n° 6B0100**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et en particulier les articles 27, 78 et 80 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de réaliser des missions géotechniques ;
- Qu'en conséquence, une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 88 000 € HT, pour une durée de quatre ans ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 60%
  - Prix : 40%
- Qu'après analyse, la Société Fondasol, Agence de Montpellier - ZAC de Tournezy - 355, rue du Mas Saint-Pierre - 34070 Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer l'accord cadre n° 6B0100 « Missions géotechniques » à la Société FONDASOL.
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier - Chapitre 902.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'accord cadre avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA**

Publiée le : 13 . 09 . 2016  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ SABOUNDJI**  
**CHAFIKA**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté**  
**d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 16**  
**00439**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 18/04/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable de Mme SABOUNDJI CHAFIKA, visant à procéder à la création d'une fenêtre et à la pose d'une clôture interne, 58 rue Arnault Peyre ;
- Que Mme SABOUNDJI CHAFIKA a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 17/06/2016 sous le n°1603212-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ CHAOUI**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° DP**  
**34172 15 01252**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 26/02/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par la société CARREFOUR PROXIMITE FRANCE, visant à procéder au réaménagement intérieur d'un commerce accompagné d'une modification de l'aspect extérieur, 46 cours Gambetta ;
- Que M. CHAOUI a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 25/07/2016 sous le n°1603947-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19.09.2016  
Notifiée le :

**Société SERPE / Commune de MONTPELLIER,  
RESPONSABILITE POUR TROUBLE DE  
JOUISSANCE DU A L'INSTALLATION DES GENS  
DU VOYAGE SUR LES PARCELLES RB 18 ET RB  
20  
DECISION D'ESTER**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que la société SASU SERPE est titulaire d'un bail commercial conclu avec la Métropole pour la location d'un bâtiment situé 3024 avenue Albert EINSTEIN à proximité du Zénith ;
- Qu'en 2011, des gens du voyage se sont installés sur des parcelles voisines appartenant à la Ville ;
- Qu'en raison de troubles de jouissance dus à cette installation, la SAS SERPE demande la résiliation de son bail commercial et engage la responsabilité de la Ville et de la Métropole ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :

**Société SERPE / Commune de MONTPELLIER,  
TA 1602959-4 - Responsabilité pour éviction du lot 1 «  
abattage » du marché « entretien du patrimoine arboré  
2015-2019 »  
DECISION D'ESTER**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que la société SASU SERPE a présenté une offre pour le lot 1 « abattage » du marché 5D00182700 « entretien du patrimoine arboré 2015-2019 » ;
- Que l'offre de la SASU SERPE n'a pas été retenue ;
- Que la SASU SERPE engage la responsabilité de la Ville du fait de cette éviction ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL d'Avocats LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :

**Marché public: contrat de production et d'exposition  
David Haines et Joyce Hinterding à la Panacée  
n°6B0117**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que la Ville présentera à la Panacée, du 14 octobre au 23 décembre 2016, une exposition monographique consacrée à David Haines et Joyce Hinterding ;
- Que deux œuvres spécifiques et inédites seront produites à cette occasion et présentées au public avec une quinzaine d'œuvres plus anciennes ;
- Que, compte tenu même de la nature de cette production artistique, le contrat correspondant peut être conclu avec les artistes sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le contrat de production et d'exposition entre la Ville et David Haines et Joyce Hinterding, 15 Sayers st, Lawson 2783, NSW Australie, joint en annexe, pour un montant de 24 000 € d'honoraires et 8 000 € maximum de frais de production ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 19.09.2016  
Notifiée le :



## CONTRAT DE PRODUCTION ET D'EXPOSITION

David HAINES & Joyce HINTERDING

Exposition Monographique

Entre :

VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE

LA PANACÉE – Centre de Culture Contemporaine

Adresse : 14 rue de l'Ecole de Pharmacie 34000 Montpellier

Adresse administrative et postale : 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

N° SIRET : 213 401 722 01787

N° APE : 8411Z

Tel 04 67 34 59 16 / Tel 04 34 88 75 30

Représenté par L'Adjoint délégué à la Culture Sonia Kerangueven, pour Monsieur le Maire et par délégation

Ci-après dénommée LA PANACÉE, d'une part

Et :

David Haines et Joyce Hinterding

15 Sayers st

Lawson 2783

NSW Australia.

T: +61 2 47591300 | M JH: +61 (0) 415 155 531 | M DH: +61 (0) 424 726 295

Ci-après dénommé L'ARTISTE, d'autre part

### EN PREAMBULE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT

LA PANACÉE, Centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, développe un projet artistique et culturel axé sur trois missions principales : les arts visuels, l'écriture et le numérique.

Dans le cadre de la programmation 2016 de La Panacée, une exposition monographique consacrée au travail de Joyce Hinterding et David Haines est organisée du 14 octobre au 23 décembre 2016. Cette manifestation, dont le commissariat est assuré par Franck Bauchard, constituera la première exposition en France pour ces artistes australiens. Elle rassemblera une quinzaine d'œuvres qui donneront à la fois un aperçu de leurs productions ces dix dernières années, et permettra de produire des œuvres spécifiques liées au contexte Montpelliérain : avec notamment *Geology* (projection vidéo immersive et interactive) et *Planchon Portal (future-past)*, autour de la fontaine du square Planchon.

Joyce Hinterding est née à Melbourne en 1958 et David Haines est né à Londres en 1966. Basés à Sydney, ils travaillent en collaboration ou de manière indépendante. Joyce Hinterding travaille plus particulièrement sur le son : elle crée des antennes qui se branchent sur des énergies invisibles qui nous entourent. Le travail de David Haines se décline en vidéo, arômes, et photographies « spirites ». Le point d'intersection entre leurs pratiques individuelles est le terrain de nombreuses collaborations, ouvrant sur des techniques et des médias variés.

*L'art de David Haines et Joyce Hinterding est caractérisé par son ouverture aux forces invisibles qui traversent l'expérience humaine. Ondes radio très basses fréquences, signaux télévisés, événements paranormaux, transmissions satellites et énergies psychiques sont tous présents au sein de leurs œuvres, afin de mieux convoquer ces domaines cachés nous les rendre sensibles. En utilisant des médias traditionnels et expérimentaux, ils engagent un dialogue artistique avec les sciences, interférant avec des territoires tels que l'électronique, la recherche salaire, la géologie, la chimie olfactive, et la physique en haute énergie. Les questions esthétiques et métaphysiques sont d'égale importance dans leur travail qui traverse également les*

*domaines du spéculatif et de l'ésotérique, tel que l'énergie orgon de Reich, ou les photographies spirites de Kirlian.*

*Energies et apparitions – Anna Davis (catalogue ENERGIES ; Museum of Contemporary Art, Australia, 2015)*

### IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

#### ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat est un contrat de production et d'exposition suite à l'invitation faite par LA PANACEE à l'attention de Joyce Hinterding et de David Haines pour une exposition monographique qui inclura deux productions spécifiques et inédites.

#### ARTICLE 2 : DUREE DE VALIDITE DU CONTRAT

Le présent contrat prendra effet à compter de sa signature par les deux parties. Son terme est fixé au 30 décembre 2016.

#### ARTICLE 3: ENGAGEMENTS DE LA PANACÉE :

LA PANACÉE s'engage à mettre à disposition de L'ARTISTE :

- > les espaces de bureaux, espaces pédagogiques et ateliers de production
- > les moyens humains pour la mise en œuvre du projet et son activation pendant la durée de la manifestation - dans la mesure où celui-ci aura été validé par LA PANACÉE.

LA PANACEE s'engage à rémunérer L'ARTISTE pour ce projet à hauteur de **24 000 € net (vingt-quatre mille euros)** pour la conception et la production des nouvelles œuvres, la mise à disposition des œuvres sélectionnées par le commissaire, et la participation à la conception de l'exposition.

LA PANACEE s'engage à prendre en charge les coûts d'encadrement et autres dispositifs de monstration des œuvres, directement ou sur présentation de factures qui seront remboursées à L'ARTISTE et ce selon les demandes de L'ARTISTE notamment par rapport à des fournisseurs ou prestataires qui s'avèreraient spécifiques. Ceux-ci seront alors signifiés par les artistes à LA PANACEE par écrit (mail). L'enveloppe rattachée à ces dépenses **ne devra pas dépasser la somme de 8 000 € TTC.**

LA PANACEE s'engage à prendre en charge directement les coûts d'emballage, de transport et d'assurance des œuvres. Pour le transport des œuvres, si un prestataire s'avèrait spécifiquement nécessaire par rapport à la nature des œuvres, les artistes devront en informer LA PANACEE par écrit (mail) au plus tard le 15 août 2016.

LA PANACEE s'engage à inviter L'ARTISTE pour la production et l'installation des œuvres (modalités précisées dans l'article 6.2). Le séjour des artistes débutera en septembre et s'achèvera fin octobre.

#### ARTICLE 4: ENGAGEMENTS DE L'ARTISTE

L'ARTISTE s'engage à mettre à la disposition de LA PANACEE, les œuvres sélectionnées par le commissaire de l'exposition Franck Bauchard.

L'ARTISTE s'engage à produire deux nouvelles œuvres pour l'exposition de LA PANACEE, en lien avec le territoire local.

L'ARTISTE s'engage à respecter le matériel de La Panacée, et les horaires de travail des équipes pendant le temps d'installation de ses œuvres.

## ARTICLE 5: COMMUNICATION

L'ARTISTE s'engage à fournir des images libres de droit pour chaque œuvre exposée, une biographie succincte, et, dans la mesure du possible, un texte de présentation des œuvres pour diffusion sur les supports papier et numérique de La Panacée.

L'ARTISTE autorise LA PANACÉE à réaliser des supports d'information enregistrés (audio et vidéo) documentant l'ensemble de sa venue. L'ARTISTE autorise LA PANACÉE à diffuser ces informations et toute documentation sur l'œuvre via des supports de communication ou d'édition, sur papier ou dématérialisés, sans limitation dans le temps.

La diffusion de l'information passera par le réseau de diffusion de LA PANACÉE, et par celui de L'ARTISTE et des partenaires associés au projet.

Toute communication sur les œuvres produites porteront la mention : Joyce Hinterding & David Haines, Titre, 2016. Coproduction de La Panacée, Centre d'art contemporain - Ville de Montpellier.

L'ARTISTE s'engage à bien mentionner la coproduction de La Panacée dans toute présentation ultérieure des œuvres.

## ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE DEFRAIEMENT

### 6.1 PAIEMENT

LA PANACÉE versera à L'ARTISTE la somme de 24 000 € net (vingt-quatre mille euros) pour la conception et la production des nouvelles œuvres, la mise à disposition des œuvres sélectionnées par le commissaire, et la participation à la conception de l'exposition.

Le règlement sera versé par mandat administratif sur le compte de David Haines et Joyce Hinterding (Numéro de tiers 100943)

Le versement sera effectué sur présentation de trois factures correspondant aux montants fixés ci-dessous :

- 40% à signature du contrat – soit 9600 € net
- 30% sur présentation détaillée des nouvelles productions – soit 7200€ net
- 30% à l'ouverture de l'exposition – soit 7200 € net

### 6.2 DEFRAIEMENTS

Les frais de déplacement nécessaire à L'ARTISTE pour réaliser les productions et pour installer l'exposition seront pris en charge directement ou sur présentation d'une note de frais accompagnée de justificatifs originaux pour un montant maximum de 4000€ TTC.

L'hébergement de L'ARTISTE se fera dans un des studios de LA PANACÉE qui lui sera réservé pour une période allant du 10 septembre au 25 octobre.

Les frais de repas de L'ARTISTE sont inclus dans les honoraires.

## ARTICLE 7 : ASSURANCES

### 7.1 Les assurances souscrites par LA PANACÉE

La collectivité d'accueil déclare avoir souscrit à des assurances garantissant les risques contre : les dommages qui pourraient être causés à l'artiste par l'un de ses agents ou par les biens dont elle est propriétaire, les incendies, les dégâts des eaux, et autres sinistres susceptibles d'être causés aux œuvres produites et exposées.

La collectivité n'assure pas les biens de l'artiste en cas de vol, de dégradations ou de destructions y compris pendant leur transports.

### 7.2. Les assurances souscrites par L'ARTISTE

L'ARTISTE déclare bénéficier d'une couverture sociale, d'une assurance responsabilité civile et d'une police d'assurance garantissant les dommages qui pourraient être causés à ses biens.

## ARTICLE 8 : ÉLECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile en leurs adresses respectives énoncées en tête du présent contrat.

Elles s'engagent à notifier tout changement de domicile, par lettre recommandée, à l'autre partie dans un délai de 60 jours.

## ARTICLE 9 : LOI APPLICABLE

Le présent contrat est soumis à la loi française.

## ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit du présent contrat. A défaut, les juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seules compétentes.

En trois exemplaires originaux

### L'ARTISTE :

DAVID HAINES & JOYCE HINTERDING

*David Haines*  
*Joyce Hinterding*  
Fait à *Lauren Australia*  
le *25/7/2016*

### L'ORGANISATEUR :

VILLE DE MONTPELLIER

Pour Monsieur le Maire et par délégation

L'Adjoint délégué à la Culture

Sonia KERANGUEVEN

Fait à .....  
le .....



**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ PENCIOLELLI**  
**Antoine**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 13V0224 M 01**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 23/06/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la Fondation du Protestantisme, visant à procéder à la modification du PC n° 34172 13V0224, concernant un projet situé 1B rue Brueys ;
- Que M. PENCIOLELLI Antoine a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 12/08/2016 sous le n° 1604242-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :

## **Contentieux**

### **Monsieur Gilbert SANCHEZ Appel contre le jugement du 31 mars 2016**

#### **Décision de défendre**

#### **Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

#### **Considérant :**

- Que Monsieur SANCHEZ interjette appel (n°16MA3106) du jugement ne reconnaissant pas les conditions d'inhumation de sa mère comme étant un préjudice « actuel » ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

#### **Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19.09.2016  
Notifiée le :

**CONTENTIEUX**  
**SAS BRIGNON / VILLE DE MONTPELLIER**  
**APPEL DU JUGEMENT DU 19 MAI 2016**  
**DECISION D'ESTER**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que la Ville a passé un marché de travaux avec la SAS BRIGNON titulaire du lot gros œuvre ;
- Que la SAS BRIGNON devait assurer la surveillance du chantier par la pose d'une alarme;
- Qu'à la suite de vols et dégradations, il a été convenu que la surveillance serait assurée par un garde ;
- Qu'à cette fin, il a été fait appel à la société GIP pour assurer la surveillance des lieux ;
- Que la société GIP n'ayant pu recouvrer le montant de sa prestation auprès de la SAS BRIGNON, elle l'a assignée devant le tribunal de commerce le 23 octobre 2015 ;
- Que la SAS BRIGNON a assigné en intervention la Ville de Montpellier ;
- Que par jugement en date du 19 mai 2016, la SAS BRIGNON a été condamnée au paiement des sommes demandées ;
- Que la SAS BRIGNON a fait appel de ce jugement ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

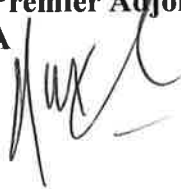
**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL d'Avocats LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :



**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ CSF (CNAC)**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 15 V0125**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 23/05/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SARL PROPAV, visant à réaménager et étendre un commerce avec création d'un point de retrait, 139 rue Ferdinand Barre ;
- Que la société CSF a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, le 22/07/2016 sous le n° 16MA02944 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ PIERRE**  
**ESPOSITO (SARL)**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° DP**  
**34172 15 01236**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 22/01/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par la SARL PIERRE ESPOSITO, visant à procéder à une division foncière créant deux lots, 135 rue de la Cavallade ;
- Que la SARL PIERRE ESPOSITO a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 12/07/2016 sous le n°1603616-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ BIEN VIVRE A LA**  
**CHAMBERTE RUE TEDENAT (BVCT)**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 15V0283.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 22/02/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SAS URBAT PROMOTION, visant à procéder à la construction de Logements, 09 rue du Professeur Tedenat;
- Que l'association BIEN VIVRE A LA CHAMBERTE RUE TEDENAT (BVCT) a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 29/07/2016 sous le n° 1604143-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :



## **CONTENTIEUX**

**Monsieur Serge KOCIAK**  
**Assignment en référé**

**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Monsieur Serge KOCIAK assigne en référé devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier le syndicat de la copropriété « 16 rue Didieret » et la Commune en reconnaissance de ses droits ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19.09.2016  
Notifiée le :



**Contentieux**  
**Monsieur Abdelkader AMEUR**  
**Recours contre refus de l'indemniser du préjudice subi**  
**dans le suivi de son dossier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Monsieur AMEUR a introduit un recours (n°1603676-1) contre le refus de l'indemniser de son préjudice subi dans la gestion de son dossier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :

**Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision n° 2016/0305**

**Marché ordinaire de prestation intellectuelle  
N° 3C 0346 833 1  
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la  
requalification et la création des espaces publics  
Campus  
Avenant n° 3  
Diminution de la tranche ferme et extension modérée  
du périmètre d'étude**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2077/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation à Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement durable ;
- Vu la décision d'attribution en date du 02 août 2013 attribuant le marché n° 3C0346 833 1 à l'agence A. Garcia-Diaz ;
- Vu les avenants 1 et 2, en date du 29 décembre 2014 et du 28 janvier 2016 ;

**Considérant :**

- Que la tranche ferme du marché doit être réduite à 61 888 € HT (soit une évolution de la partie forfaitaire du marché de – 13,07%), compte tenu de l'impossibilité actuelle de mener l'étude d'une liaison piétonne à travers le site du CNRS et afin de clôturer cette tranche du marché ;
- Que la mission confiée au groupement dans le cadre de l'avenant n° 1 est à ce jour terminée et qu'en conséquence, elle peut être clôturée ;
- Que pour garantir la bonne coordination des aménagements paysagers entre la place Bataillon et le campus Triolet, il est nécessaire de mobiliser 3 journées de travail supplémentaires, régulièrement prévues dans la tranche conditionnelle 2 du marché à affermir partiellement, soit 1 740 € HT, sans modification des clauses du marché ;
- Que pour garantir la qualité et le bon fonctionnement des espaces publics aux abords du bâtiment « Pôle A » du projet du Village des Sciences porté par la COMUE-LR et l'Université de Montpellier, il est nécessaire, d'une part, d'étendre de façon modérée le périmètre d'étude à l'amorce de la rue du Truel, au droit du bâtiment « Pôle A » du Village des Sciences et dans le prolongement de la place Eugène Bataillon, et d'autre part, de mobiliser 7 journées de travail supplémentaires régulièrement prévues dans la tranche conditionnelle 2 du marché à affermir partiellement, soit 4 060 € HT, sans modification des clauses du marché, afin de confier l'étude de définition de cet espace public au groupement mandataire ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer l'avenant n°3 au marché ordinaire de prestation intellectuelle n°3C0346 833 1.

Montpellier, le 14 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :

## AVENANT N° 3

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

#### Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par Monsieur le Maire

#### Titulaire du marché (candidat groupé conjoint et solidaire) :

Mandataire :  
Agence A. Garcia-Diaz – architecte-urbaniste  
5 place du 8 mai 1945  
34070 MONTPELLIER  
Représentée par Antoine Garcia-Diaz

Pour le groupement conjoint avec mandataire solidaire : Agence A. Garcia-Diaz / TECTA  
TECTA représentée par Bertrand Desgeorges.

### B. Renseignements concernant le marché

#### **Objet du marché :**

*Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour une étude de requalification et de création des espaces publics de 4 sites identifiés dans le volet urbain du projet Campus à Montpellier + mission complémentaire sur le site Augustin Fliche (avenant n° 1)*

#### **N° du marché :**

3C0346 833 1

#### **Dates du marché :**

*Décision en date du 02/08/2013 attribuant le marché à l'agence Garcia-Diaz et déposée en préfecture le 02/08/2013*

*Notifié le : 23/08/2013*

*Avenant n° 1 signé le 29/12/2014 notifié le 30/12/2014*

*Avenant de transfert n°2 signé le 28/01/2016 et notifié le 28/01/2016*

**Montant initial du marché :** 98 820 € HT (partie forfaitaire du marché) + montant potentiel de la tranche conditionnelle 2 (maximum de 15 journées, soit 580 € HT / journée supplémentaire = 8 700 € HT), soit un **montant potentiel total de 107 520 € HT**

**Montant du marché stade avenant 1 :** 118 380 € HT pour les tranches fermes, conditionnelle 1 et mission avenant n° 1 (avec une évolution cette partie forfaitaire du marché de + 19,79 %) + TC 2 : estimée à 2 demi-journées pour 640 € HT, soit un **montant total de 119 020 € HT**

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant n°3 : ...../...../..... N° ...../.....

### C. Objet de l'avenant

#### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de réduire le montant de la tranche ferme du contrat de 77 360 € HT à 61 888 € HT pour le motif suivant :

Compte tenu de la programmation actuelle en matière de transports en commun sur le secteur, il n'est pas souhaitable d'engager pour l'instant la réalisation de la liaison piétonne à travers le site du CNRS. Il convient en conséquence de réduire la tranche ferme du montant qui était destiné à l'étude de cette liaison (20 % de la tranche ferme, soit 15 472 € HT).

Cette réduction de 20 % de la tranche ferme entraîne une réduction globale de la partie forfaitaire du marché (tranche ferme + tranche conditionnelle 1 + mission avenant n° 1) de -13,07 % à 102 908 € HT (hors tranche conditionnelle 2 proposant des prix unitaires).

La tranche ferme est désormais clôturée.

#### ARTICLE 2

La mission validée dans le cadre de l'avenant 1 au présent marché (relative à l'étude du secteur de l'avenue Augustin Fliche au-devant de la résidence étudiante du CROUS) est réalisée et désormais clôturée (montant inchangé de 19 560 € HT).

#### ARTICLE 3

Avec l'affermissement de la tranche conditionnelle 1 (étude de la place Eugène Bataillon), il convient :

- D'une part, d'étendre de façon limitée le périmètre de l'étude sur l'amorce de la rue du Truel, au droit du bâtiment « Pôle A » du projet universitaire « Village des Sciences » et dans le prolongement de la place Eugène Bataillon ;
- D'autre part, d'affermir pour partie la tranche conditionnelle 2 du marché, en confiant au prestataire une mission équivalente à 10 journées de travail supplémentaire (580 € HT / journée) sur les 15 journées potentiellement autorisées et conformément aux dispositions prévues dans le cadre du marché initial, à répartir comme suit :
  - o 3 journées de travail (1 740 € HT) afin de coordonner la conception de l'espace public de la place Eugène Bataillon avec les travaux de bâtiments et de paysagement engagés par la COMUE pour les projets « Village des Sciences » et « Aménagements paysagers Cœur de Campus » ;
  - o 7 journées de travail (4 060 € HT), afin de confier au groupement titulaire une mission de définition de l'espace public sur l'amorce de la rue du Truel, dans le but de garantir le bon fonctionnement de l'espace public aux abords du projet universitaire « Village des Sciences » et en cohérence avec l'aménagement de la place Eugène Bataillon ;

Soit un montant de 5 800 € HT mobilisés sur un montant potentiel autorisé de 8 700 € HT dans le cadre de la tranche conditionnelle 2.

#### ARTICLE 4

Les clauses et conditions du contrat initial et des précédents avenants demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

**ARTICLE 5 :** Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet du Département de l'Hérault, au titre du contrôle de légalité.

#### D. Signatures des parties

A ....., le .....

L'entrepreneur,

L'adjoint Délégué,

#### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ....., le .....



**MARCHE N° 3C0346 833 1**

**ESPACES PUBLICS CAMPUS**

**RAPPORT D'AVENANT N° 3**

Dans le cadre du marché susvisé, il est nécessaire d'établir un rapport relatif à la justification et aux termes d'un avenant n° 3 concernant une réduction de la tranche ferme et une extension modérée du périmètre d'étude sur l'amorce de la rue du Truel à soumettre à la décision du Maire de la Ville de Montpellier, tout en actant de la mise en œuvre d'études complémentaires de définition d'espace public et de coordination des aménagements dans le cadre de la tranche conditionnelle 2 du marché.

#### **A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHE**

**Collectivité :** VILLE DE MONTPELLIER

**Titulaire du marché :** AGENCE A. GARCIA-DIAZ (Architecte – Urbaniste)

**Numéro du marché :** 3C0346 833 1

**Date de notification :** 23 août 2013

**Objet du marché :** Etude de requalification et de création des espaces publics de 4 sites identifiés dans le volet urbain du Projet Campus à Montpellier.

**Montant initial du marché :** 98 820 € HT + montant potentiel de la tranche conditionnelle 2 (maximum de 15 journées, soit 580 € HT / journée supplémentaire = 8 700 € HT), soit un **montant potentiel total de 107 520 € HT**

#### **Déroulement du marché :**

**Tranche ferme :** à ce stade, 80 % des missions de la tranche ferme ont été facturés par le groupement, soit 77 360 € HT (montant initial TF) – 61 888 € HT (montants facturés et réglés. Restent 15 472 € HT non facturés correspondant à l'étude non réalisée de la liaison piétonne à travers le site du CNRS, entre la route de Mende et l'avenue Patrick Gueddes, conditionnée par la réalisation de la ligne 5 du tramway.

**Avenant 1 :** Par décision du maire n° 2014/0406, un avenant n° 1 a été signé le 29 décembre 2014 et notifié par courrier du 30 décembre 2014 au groupement titulaire, intégrant au marché une mission complémentaire pour l'étude de l'espace public avenue Augustin Fliche, aux abords du projet de résidence étudiante développé par le CROUS. Montant complémentaire : 19 560 € HT, portant le montant global du marché à 119 020 € HT sur une hypothèse de seulement 2 demi-journées de travail



supplémentaire à commander en tranche conditionnelle 2, soit une augmentation de 19,66 % par rapport au montant initial du marché.

La mission complémentaire relative à l'avenue Augustin Fliche est aujourd'hui facturée et réglée à 100 %.

**Avenant 2 :** Par décision du maire n° 2015/0561, un avenant n° 2 a été signé le 28 janvier 2016 et notifié par courrier du 28 janvier 2016 au groupement titulaire, transférant le marché du groupement Agence Garcia-Diaz (mandataire)/Projectec Environnement au groupement Agence Garcia-Diaz (mandataire)/TECTA, sans autre modification par ailleurs.

#### **Éléments de contexte :**

- La nécessité de la réalisation de l'étude d'une liaison piétonne à travers le site du CNRS, compte-tenu du report sine die de la réalisation de la ligne 5 de tramway, n'est plus opérante dans le cadre du présent marché.
- La genèse du projet bâtiminaire dénommé « Village des Sciences », porté par la COMUE-LR et l'Université de Montpellier, dans le cadre de l'Opération Campus, avec l'agence Boyer-Gibaud-Percheron-Assus comme maître d'œuvre, ainsi que les aménagements paysagers dits « Cœur de Campus » portés par la COMUE-LR, avec BASE Paysagistes comme maîtres d'œuvre, nécessitent :
  - o D'une part, de mobiliser 3 journées de travail supplémentaires dans le cadre de la tranche conditionnelle 2 pour la nécessaire coordination de la conception de l'espace public de la place Eugène Bataillon (tranche conditionnelle 1 en cours d'affermissement) avec les travaux de construction et d'aménagement paysagers sur le campus Triolet de l'Université de Montpellier ;
  - o D'autre part, d'étendre le périmètre des études du marché sur l'amorce de la rue du Truel au droit du projet « Village des Sciences » et dans le prolongement de la place Eugène Bataillon, afin de traiter l'ensemble des abords du futur bâtiment « Pôle A » du Village des Sciences, conformément au nouveau projet d'élargissement de la rue du Truel (ER C147 en cours de modification dans le Plan Local d'Urbanisme) ;
  - o Et de mobiliser 7 journées de travail supplémentaires dans le cadre de la tranche conditionnelle 2 pour confier au groupement titulaire l'étude de définition de l'espace public sur l'amorce de la rue du Truel.

## **B – OBJET DE L'AVENANT N°3**

### **1 - Rappel du contexte et de l'objet du marché Initial**

En 2008, l'état lance l'Opération Campus. La Ville de Montpellier réalise une étude de structuration urbaine composant le volet urbain du dossier de candidature universitaire. Cette étude s'étendait sur l'ensemble du secteur universitaire (860 hectares) et notamment sur le secteur dit Cœur de Campus, comportant la place Eugène Bataillon et les voiries proches.

L'Etat ayant validé le projet universitaire de Montpellier et son volet urbain, la Ville engage dès 2010 les études pré-opérationnelles d'espaces publics du projet Campus. En 2013, elle lance une étude plus opérationnelle de requalification et de création d'espaces publics sur 4 sites identifiés dans le volet urbain du projet Campus, en vue

de réaliser une partie des aménagements devenus nécessaires au regard de l'avancement des projets bâtimentaires universitaires. Il s'agit pour la tranche ferme du parvis du Pôle Balard et de la liaison urbaine à travers le site du CNRS, du parvis de la faculté de médecine et de sa liaison piétonne vers le site de St-Priest, de la place de la Voie Domitienne et – en tranche conditionnelle 1 - de la place Eugene Bataillon. Après consultation, ces études sont confiées au groupement dont le mandataire est l'agence A. Garcia-Diaz.

Fin 2014, par avenant, une étude sur le secteur de l'avenue Augustin Fliche est confiée au groupement titulaire du marché, afin d'accompagner le nouveau projet de résidence étudiante du CROUS.

## **2 – Objet de l'avenant n° 3**

Aujourd'hui, la réalisation de la ligne 5 de tramway est décalée dans le temps et le travail de définition de la liaison piétonne à travers le site du CNRS n'est plus à effectuer dans l'immédiat. Il convient donc de réduire la tranche ferme du montant restant qui était destiné à son étude (20 % de la tranche ferme, soit 15 472 € HT). Cette réduction permet de clôturer la tranche ferme.

Aujourd'hui également, l'avancement du projet universitaire du Village des Sciences permet d'engager l'étude de la place Eugène Bataillon en affermissant la tranche conditionnelle 1 du marché, pour un montant inchangé de 21 460 € HT.

Afin de tenir compte des enjeux de coordination de cet espace public avec les aménagements paysagers du campus du Triolet et aussi pour aboutir l'aménagement des espaces publics aux abords du Village des Sciences, il convient d'étendre de façon limitée le périmètre de l'étude sur l'amorce de la rue du Truel, au droit du bâtiment « Pôle A » du Village des Sciences et dans le prolongement de la place Eugène Bataillon, afin de garantir une bonne insertion urbaine ainsi que la continuité des espaces paysagers et la haute qualité des espaces publics.

Pour ce faire, il convient d'affermir pour partie la tranche conditionnelle 2 (prix unitaire de 580 € HT / journée de travail dans un maximum de 15 jours autorisé), avec un ordre de service pour 10 jours de travail permettant de :

- Coordonner la conception de l'espace public de la place Eugène Bataillon avec les travaux de bâtiments et de paysagement engagés par la COMUE pour les projets « Village des Sciences » et « Aménagements paysagers Cœur de Campus », soit 3 jours de travail (1 740 € HT) ;
- Intégrer dans l'étude de la place Eugène Bataillon une mission de définition de l'espace public sur l'amorce de la rue du Truel, afin de garantir le bon fonctionnement de l'espace public aux abords du projet Village des Sciences, soit 7 jours de travail (4 060 € HT).

## **3 : Effets de l'avenant n° 3**

La tranche ferme est réduite de 77 360 € HT à 61 888 € HT, avec abandon dans le cadre du présent marché de l'étude de la liaison piétonne à travers le site du CNRS. La tranche ferme est ainsi clôturée.

La tranche conditionnelle 1 (étude de la place Eugène Bataillon) demeure inchangée à 21 460 € et est en cours d'affermissement.

La mission validée dans le cadre de l'avenant 1 au présent marché (avenue Augustin Fliche) demeure inchangée à 19 560 € HT. Elle est réalisée et désormais clôturée.

La tranche conditionnelle 2 va être affermée pour partie, soit 10 journées de travail supplémentaires à 580 € HT / journée, soit 5 800 € HT, avec extension du périmètre d'étude sur l'amorce de la rue du Truel et missions de définition et de coordination complémentaires, tel qu'exposé précédemment.

Le montant général du marché s'élève désormais à ce stade à :

Rappel montant initial du marché :

TF + TC 1 : 98 820 € HT + TC 2 : potentiel mobilisable de 8 700 € HT

Rappel montant du marché stade avenant 1 :

TF + TC 1 + Mission avenant 1 = 118 380 € HT + TC 2 : estimée à 2 demi-journées pour 640 € HT (soit une évolution du marché de + 19,79 %)

Montant du marché au stade avenant 3 :

TF + TC 1 + Mission avenant 1 = 102 908 € + TC 2 : 5 800 € HT (soit une évolution de la partie forfaitaire du marché de - 13,07 %)

#### **4 : Nouvelle ventilation du marché**

Le nouveau montant du marché, inclus l'avenant n° 3, s'élève donc à 102 908 € HT.

Ventilation par tranche (HT) :

TRANCHE	A. GARCIA-DIAZ	PROJETEC	TOTAL
Tranche ferme	47 288,00 €	14 600,00 €	61 888,00 €
Tranche conditionnelle n°1	14 610,00 €	6 850,00 €	21 460,00 €

TRANCHE	Prix unitaires	Nombre de jours commandés	TOTAL
Tranche conditionnelle n°2	320,00 €	0	0 €
« à bon de commande »	580,00 €	10	5 800 €

AVENANT	A. GARCIA-DIAZ	PROJETEC	TOTAL
Avenant n°1	14 635,00 €	4 925,00 €	19 560,00 €

#### **NB :**

Toutes les clauses du marché initial demeureront applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

Rapport d'avenant établi le 29 août 2016

**Le Directeur Général Adjoint  
des Services**

  
**Remy AILLERET**

**La Directrice de l'Aménagement  
et de la Programmation**

  
**Sylvie MAHOT**

**Société SERPE / Commune de MONTPELLIER,  
TA 1602960-4 - Responsabilité pour éviction du lot 2 «  
extraction » du marché « entretien du patrimoine  
arboré 2015-2019 »  
DECISION D'ESTER**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que la société SASU SERPE a présenté une offre pour le lot 2 « extraction » du marché 5D00182700 « entretien du patrimoine arboré 2015-2019 » ;
- Que l'offre de la SASU SERPE n'a pas été retenue ;
- Que la SASU SERPE engage la responsabilité de la Ville du fait de cette éviction ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL d'Avocats LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 29 . 09 . 2016  
Notifiée le :

**MANIFESTATION "COEUR DE VILLE EN  
LUMIERES" 2016  
SPECTACLE D'ECHASSIERS PAR "LA MUZE  
DYNAMO" marché n° 6B0110  
ATTRIBUTION SANS MISE EN CONCURRENCE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2079 du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire déléguée aux Affaires Economiques, au Commerce et à l'Artisanat;

**Considérant :**

- Que par délibération n° 2016/237 en date du 22 juin 2016, le Conseil Municipal a validé les principes de l'organisation de la manifestation « Coeur de Ville en Lumières ». Ce projet consiste en la mise place d'un parcours original, touristique, culturel et ludique sur environ 5 Kilomètres, par projection 2D et 3D (video mapping) sur les façades de l'Arc de Triomphe, la Préfecture, l'église St Roch, l'église St Denis et le Musée Fabre et par la mise en lumière ou animations sur le thème de la lumière de l'Hôtel Saint-Côme, l'Arche située rue Jacques Cœur et le porche de l'église Sainte-Anne. Cette manifestation se déroulera le temps d'un week-end de trois jours consécutifs : les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 décembre 2016.
- Que, dans le cadre de cette manifestation, la DUVEP a fait appel à une artiste particulière « La Muze Dynamo » (6, rue Peyronnet 42220 St Julien Molin Molette) spectacle d'échassiers déambulant pendant les 3 jours entre tous les sites;
- Que cette commande (marché n° 6B0110) n'a pas fait l'objet d'une mise en concurrence malgré son coût de 18 010 € HT car elle entre dans les marchés qui ne peuvent être confiés qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons artistiques (Art. 30 I 3° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016) ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature d'un bon de commande d'un montant de 18 010 € HT en faveur de la Muze Dynamo dans les conditions pré-citées, imputation CRB 127 nature 6233 LC 27546 ;
- D'autoriser M. le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 19.09.2016  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ KOCIAK (Rejet  
tacite de la demande du 29/06/16)**  
**Recours pour excès de pouvoir contre le refus tacite  
opposé à la demande de M. KOCIAK du 29/06/16 de  
dresser un procès-verbal à l'encontre de M. Paulet**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Monsieur KOCIAK Serge reproche à M. le Maire de MONTPELLIER de ne pas avoir donné suite à sa demande du 29/06/16 de dresser un procès-verbal à l'encontre de M. PAULET, propriétaire de l'établissement ART MANGO, situé 16 rue Diderot ;
- Que M. KOCIAK Serge a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 13/08/2016 sous le n°1604243-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05. 09. 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19. 09. 2016  
Notifiée le :



## **Contentieux**

### **Monsieur Serge KOCIAK Recours contre arrêté 04 mars 2016 délivrant une terrasse à Monsieur PAULET**

### **Décision de défendre**

#### **Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

#### **Considérant :**

- Que Monsieur KOCIAK conteste (instance 1603546-4) l'arrêté du 04 mars 2016 délivrant une terrasse à Monsieur PAULET (ART MANGO) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier.

#### **Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :



## **Contentieux**

### **Marinus et Anne-Marie BROUWERS Pourvoi en cassation contre l'arrêt du 14 avril 2016**

#### **Décision de défendre**

#### **Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

#### **Considérant :**

- Que la Cour d'Appel de Montpellier a rejeté l'appel des époux BROUWERS sur leur requête en prescription acquisitive, et qu'ils ont formé un pourvoi en cassation ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

#### **Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP LYON-CAEN THIRIEZ et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Association ANTICOR**  
**Recours contre la délibération du 18 juin 2015**  
**accordant une subvention à l'association APFTE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que l'association ANTICOR a introduit un recours en annulation (n°1504474-5) contre la délibération du 18 juin 2015 accordant une subvention à l'association APFTE ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 09 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 19 . 09 . 2016  
Notifiée le :

**Attribution du marché n° 6B0104 passé selon une  
procédure adaptée  
Etude de faisabilité préalable à la création d'une  
équipe de médiation sociale de proximité  
Autorisation de signer le marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier un marché à prix global et forfaitaire portant sur l'étude de faisabilité préalable à la création d'une équipe de médiation sociale de proximité ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 03 août 2016 pour un marché à procédure adaptée immatriculé 6B0104, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-630 du 25 mars 2016, le bureau conseil France MEDIATION sis 59000 Lille a présenté l'offre économiquement la plus favorable selon les critères de jugement des offres suivants :
  - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
  - Montant des prestations : 40 %

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à prix global et forfaitaire au bureau conseil France MEDIATION – 71 Rue de Paris 59000 Lille pour un montant total de 19 850,00 Euros H.T. (Dix-neuf mille huit cent cinquante Euros H.T.) sur une durée de trois mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction : 925 / 208 - Nature : 617 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à la Sécurité à signer le marché avec le bureau conseil, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 20.09.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : 23.09.2016  
Notifiée le :

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Jean-  
Charles Michelet-Gambelli du 28 janvier au 19 février  
2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la culture ;

**Considérant :**

- Que Jean-Charles Michelet-Gambelli, 8 rue du Pila Saint Gély 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 28 janvier au 19 février 2017 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Jean-Charles Michelet-Gambelli à exposer à l'espace Saint Ravy du 28 janvier au 19 février 2017 (installation à partir du 24 janvier et décrochage jusqu'au 20 février) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Jean-Charles Michelet-Gambelli a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20 . 09 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 23 . 09 . 2016  
Notifiée le :

**Don de trois microfilms d'archives du Grand Orient de  
France sur les loges maçonniques de Montpellier au  
XVIIIe siècle – Acceptation du don pour les Archives  
de la Ville**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de ses recherches sur la Franc-maçonnerie au XVIIIe siècle à Montpellier, Monsieur Philippe Saurel, a fait l'acquisition auprès de la Bibliothèque nationale de France, département des manuscrits, de trois microfilms d'archives du Grand Orient de France relatives aux loges montpelliéraines :
  - FM<sup>2</sup>311 Montpellier
    - o Relations des différentes loges de Montpellier avec la loge de Paris ou Grand Orient, documents reçus: règlements, extraits des registres de délibération ou livres d'architecture, listes nominatives, correspondance (367 folios)
    - o - Loge de la Bienfaisance (1784, 1805) dont tableau nominatif des frères (1784)
    - o - Loge de la Bonne intelligence (1776-1784) dont tableaux nominatifs des frères (1776-1779)
    - o - Loge des Cœurs réunis (1781-1820) dont tableaux nominatifs des frères (1781-1820)
    - o - Directoire écossais de Septimanie (1779-1788, 1813) dont tableaux nominatifs des frères (1782-1785)
    - o - Grande loge provinciale (1777, 1805)
  - FM<sup>2</sup>313 Montpellier
    - o Relations des différentes loges de Montpellier avec la loge de Paris ou Grand Orient (suite), documents reçus : règlements, extraits des registres de délibération ou livres d'architecture, listes nominatives, correspondance (319 folios)
    - o - Loge de la Triple alliance (1762-1792) dont tableaux nominatifs des frères (1776-1788)
    - o Loge de la Persévérance (1786-1788) dont tableau nominatif des frères de la loge des Cœurs réunis (1781)
    - o Loge de l'Urbanité (1782-1790, 1812) dont tableaux nominatifs des frères (1782-1790, 1812)
  - CD 18477
    - o Reproduction des fol. 281 à 386 d'un recueil factice

- Relations des différentes loges de Montpellier avec la loge de Paris ou Grand Orient (suite), documents reçus : correspondance
  - Loge des Amis fidèles (1779-1787)
  - Loge des Amis réunis dans la bonne foi (1787)
  - Loge de l'Amitié (1787)
  - Loge Ancienne et la réunion des élus (1776-1788)
  - Loge des Cœurs réunis (1781-1787)
  - Directoire écossais de Septimanie (1784-1787)
  - Loge de la Parfaite union (1782-1788)
  - Loge de la Persévérance (1787)
  - Loge de la Triple alliance (1779-1787)
  - Loge de l'Urbanité (1784-1787)
  - Loge de la Vraie humanité (1777-1787)
- Que Monsieur Saurel souhaite donner ces microfilms à la Ville de Montpellier afin qu'ils puissent être communiqués en salle de lecture des Archives municipales à tout chercheur qui en fera la demande ainsi que le Grand Orient de France l'a autorisé à le faire ;
  - L'intérêt de ces documents pour l'histoire de Montpellier au XVIIIe siècle et plus particulièrement pour celle de la Franc-maçonnerie, présente à Montpellier dès les années 1740 et où une vingtaine de loges étaient actives à la fin du XVIIIe siècle.

**Décide en conséquence :**

- D'accepter le don de ces trois microfilms ;
- De les confier aux Archives de la Ville pour assurer leur communication auprès des chercheurs en salle de lecture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 . 09 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN**

Publiée le : 23 . 09 . 2016  
Notifiée le :



**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Christine  
Masduraud du 3 au 25 décembre 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la culture ;

**Considérant :**

- Que Christine Masduraud, 30 cours Gambetta, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 3 au 25 décembre 2016 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Christine Masduraud à exposer à l'espace Saint Ravy du 3 au 25 décembre 2016 (installation à partir du 29 novembre et décrochage jusqu'au 26 décembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Christine Masduraud a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20.09.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN**

Publiée le : 23.09.2016  
Notifiée le :





**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens  
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Djémila  
Djoudi du 7 au 22 janvier 2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la culture ;

**Considérant :**

- Que Djémila Djoudi, 7 rue Meyrueis, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 7 au 22 janvier 2017 ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser Djémila Djoudi à exposer à l'espace Saint Ravy du 7 au 22 janvier 2017 (installation à partir du 29 décembre et décrochage jusqu'au 23 janvier) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Djémila Djoudi a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20.09.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 23.09.2016  
Notifiée le :